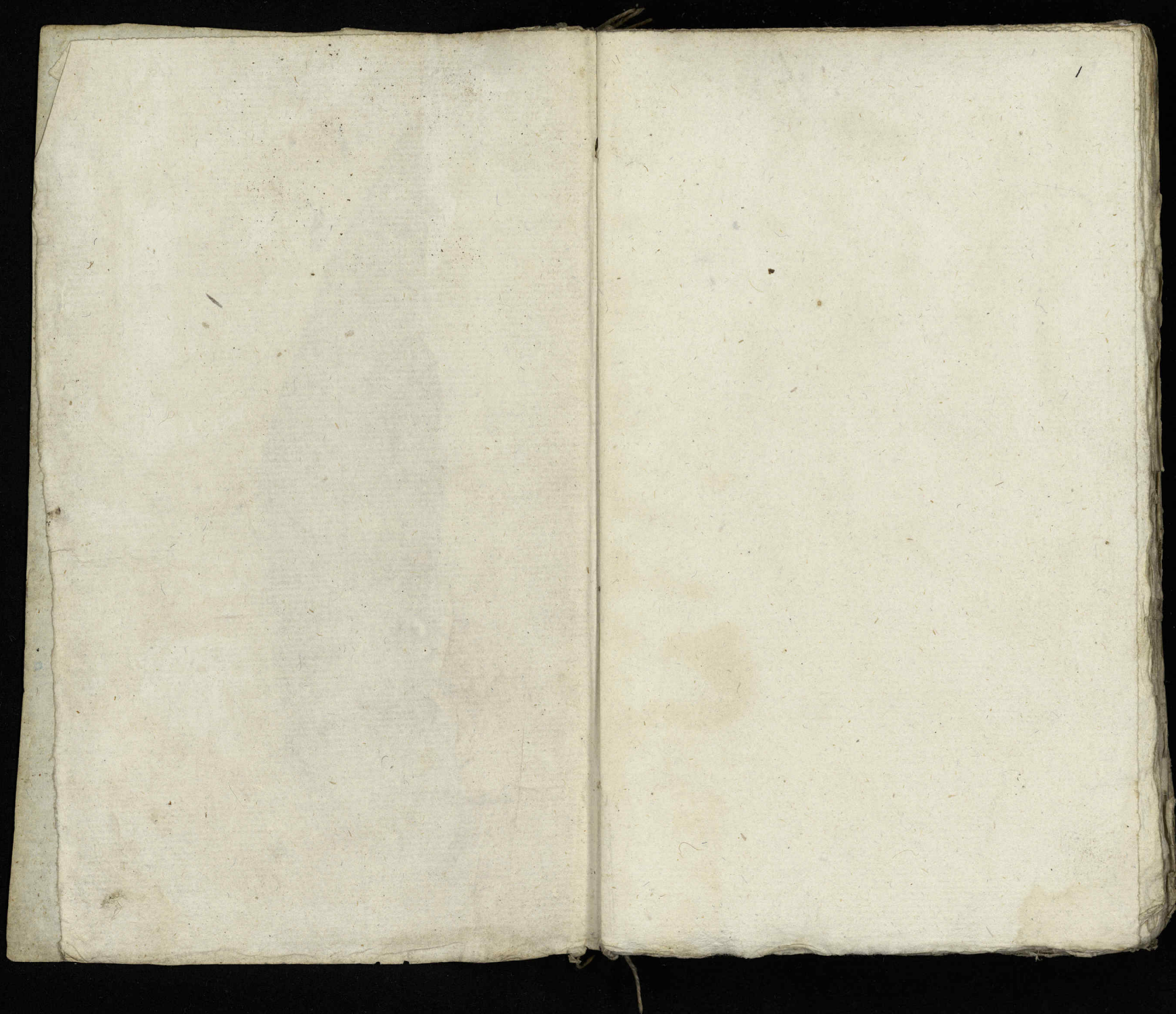
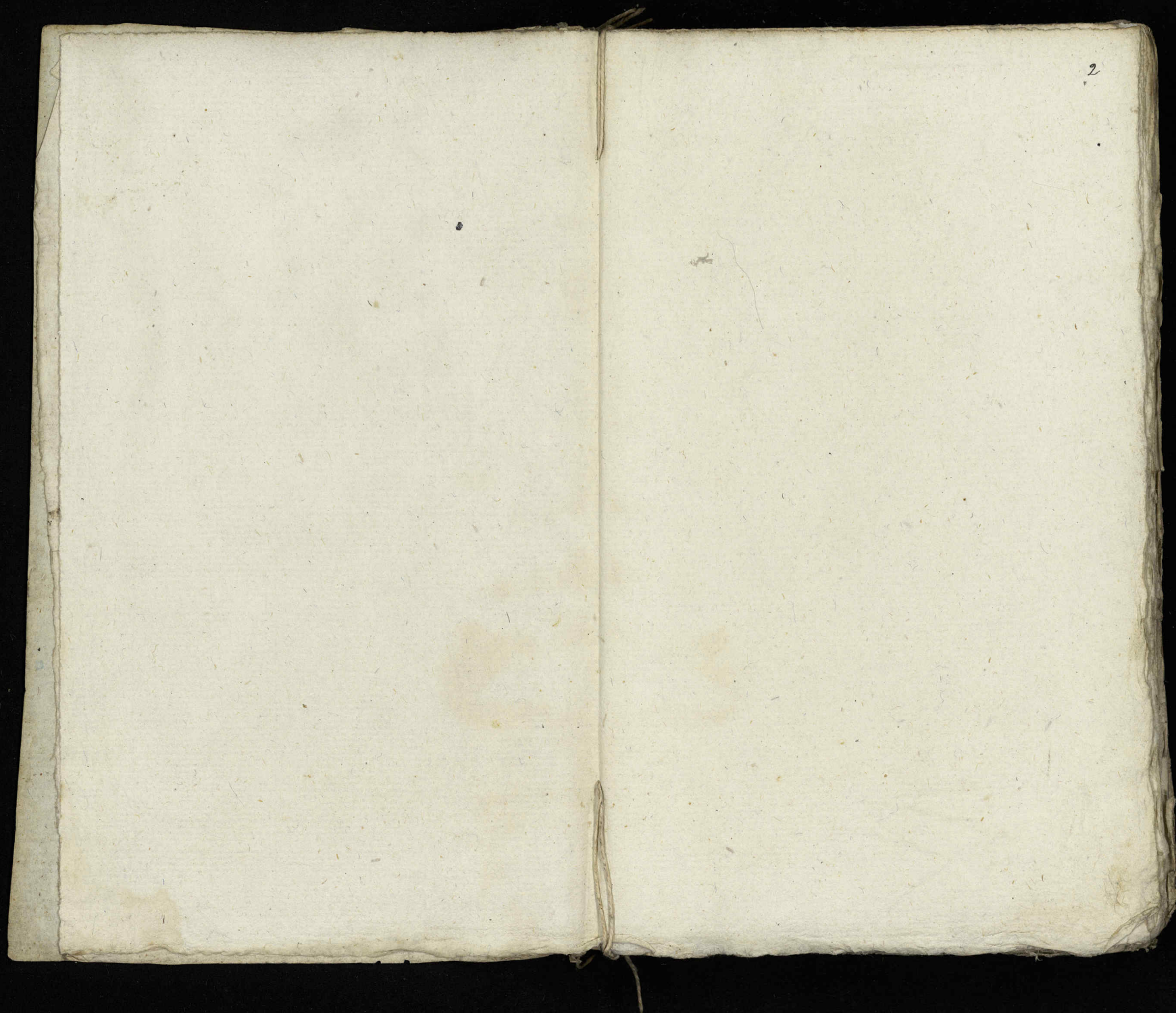
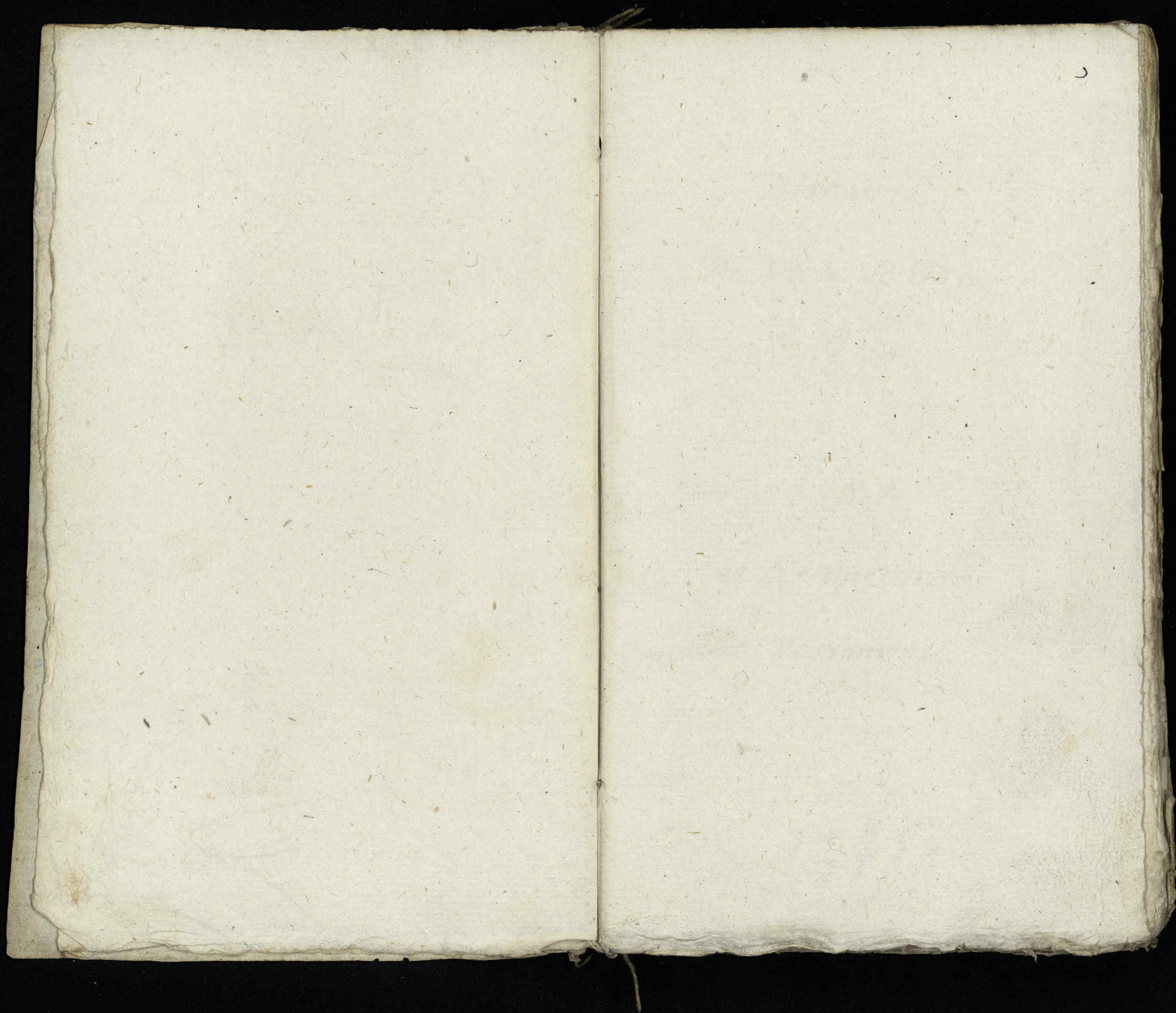


Abt. 15
75

15, 75







Discours

De Notre St. Pere

Le Pape.

A Metz.

De L'imprimerie

De Verronnais.

15, 75

Discours de Notre St. Pere
le Pape, prononcé dans le Consistoire
Secret du 24 mai 1702, au sujet du
retablissement de la Religion
catholique, Apostolique et Romaine
en France, Felicitations des Cardinaux
à ce sujet, Te Deum chanté en
action de grâces, et publication
d'un jubilé.

Le Pape a tenu un Consistoire
extraordinaire, le 24 du mois de mai,
où il a publié tous les objets relatifs
à l'Eglise de France, ainsi que la
nomination de tous les Evêques.

Il a prononcé l'allocution qu'on
va lire, le jour de l'Ascension; il a
lui-même célébré la Messe dans
l'Eglise de la grande Basilique de son.

Giovanni, a donné la Bénédiction
papale, et a chanté un Te Deum, en
action de Grâce du rétablissement
de la religion en France. il a reçu
les félicitations des Cardinaux, qui
se sont plu, dans cette circonstance
essentielle, à le proclamer le
restaurateur de l'Eglise, et ont
reconnu ce qui a été fait, comme la
plus grande chose qui ait eu lieu
dans les temps modernes.

Discours

De Notre Saint Pere le Pape,
prononcé dans le Consistoire
Secret du 24 mai 1802.

Venerable Freres.

L'état déplorable dans lequel la
Religion Catholique étoit réduite dans
la France par les troubles intérieurs
qui depuis longues années l'avaient
agitée, n'est pas seulement connu
en Europe, mais dans tout l'univers
..... vous les connaissez, à plus
forte raison, Venerables Freres, vous
qui avez été les témoins et les
compagnons de nos travaux apostoliques,
et auparavant de ceux de Pie VII,

notre prédécesseur d'heureuse mémoire.
dans notre commune affliction, nous
avons souvent adressé ensemble des
vœux à Dieu pour obtenir le
retablissement des affaires de l'Eglise,
et pour mettre fin à tout de malheurs.

Ceux qui étaient attachés à la Religion
Catholique, retirés dans ce vaste pays,
dans l'amertume et la douleur, &
versaient sans cesse leurs larmes et
leurs prières à celle des Fidéles des
autres Royaumes, et suppliaient
le Seigneur de détourner la fureur
de son indignation, et d'éloigner
d'eux le fléau de la colère.

Pour nous, soit dans le temps
que nous étions chargés de l'Eglise,

7.
d'implorer et plus encore après qu'on
nous a confié le Gouvernement de
l'Eglise universelle, et que nous avons
été placés, sans le mérites, sur la
chaire de Saint Pierre, par combien
de gémissement avons nous deplore
de si grands malheurs arrivés dans
la maison du Seigneur, et la ruine
de tant d'âmes qui couraient tous
les jours à une perte assurée.

Dieu qui est le Père des miséricordes,
a daigné écouter enfin les prières qui
lui étaient adressées, et il a disposé
les choses de manière qu'un personnage
illustre auquel la France n'est
moins redevable de ses triomphes
que de sa prospérité, de son repos et
de la paix qu'il lui a procurée, comble

le plus des projets, et le mit à execution:
! ce qui lui procurera dans toute la
posterité une gloire supérieure à
toutes les autres !, savoir que l'ancienne
religion de leurs peres fut rendue à
tant de millions d'hommes que la
France contient, et avec elle les vrais
et solides fondemens de leur félicité.
Vous comprenez sans doute que nous
voulons parler ici du premier Consul
de la republique française Napoléon
Bonaparte, voyant dans la sagesse
que le vrai bonheur et la tranquillité
d'une si grande nation dépendaient
absolument du rétablissement de
la religion catholique, et venant
au devant de nos desirs par des
sentimens qui caractérisent son

8
Esprit et son ame, il nous a manifestés
qu'il vouloit traiter avec nous des
moyens de rétablir en France la
religion Catholique, qui pouvait
en même temps rappeler la
félicité dont elle étoit privée
par les vicissitudes déplorable
des tems.

Dieu connaît et vous connaissez
aussi vénérables freres, qui êtes nos
compagnons fidèles et qui avez
partagé nos sollicitudes paternelles,
avec quel empressement nous avons
travaillé à une affaire si importante
et si avantageuse; vous connaîtrez
les soins que nous nous sommes
donnés, les grandes difficultés que
nous avons surmontées, avec quelles

application nous avons été attentifs, nuit
et jour, sans jamais détourner nos yeux
ni notre esprit de cet objet, pour trouver
les moyens qui auraient pu nous faire
arriver à la fin désirée.

Enfin, le même Dieu des miséricordes
S'est rendu propice à nos vœux et
par sa toute puissance, après une si
longue et si horrible tempête, il a fait
succéder une aurore de paix, qui est
l'annonce de la tranquillité que nous
solicitions. Ayant considéré que le
bien de l'Eglise et de l'unité
exigeaient de nous que dilatant les
entrailles de notre amour paternel,
nous étendissions notre puissance
apostolique sur tout ce qui paraissait
nécessaire pour rétablir de nouveau la

9
religion en France; nous avons fait
un concordat entre nous et le premier
Consul de la république française, —
contenant dix sept articles. Ce
Concordat a été signé et confirmé
tant par nos plénipotentiaires aux
quels nous avons donné nos
instructions à cet effet, et que nous
avons revêtus de nos pouvoirs, que
par les plénipotentiaires de la
république française, le 25 juillet
de l'année dernière 1795.

Le contenu des dix sept articles a
été considéré de nouveau, et nous l'avons
attentivement examiné avec vous avant
que de les ratifier par notre signature,
qui devait leur donner la force et la
autorité. Faisant ensuite toutes les

diligent pour accélérer le rétablissement
de la religion catholique que nous n'avons
jamais perdue de vue, sans plus long
délai, le quinzième jour du mois
d'août de la même année, jour
auquel on célèbre la fête de
l'assomption de la sainte vierge,
patrone de la France. Nous envoyâmes
à Paris, une constitution apostolique,
dans laquelle étaient contenus les
dix sept articles ci dessus mentionnés,
pour être au plutôt publiée en
France comme nous le désirions
ardemment.

Peu de temps après, pour effectuer le
rétablissement si fort désiré de la
religion catholique, nous n'avons pas
marqué d'envoyer d'autres lettres
en forme de Brefs, et d'autres constitutions

10
apostoliques. Nous avons pourvu
à la circonscription des nouvelles
Diocèses, à l'institution canonique
que nous devons donner à leurs
Evêques, à la reconciliation avec
l'Eglise de ceux qui s'étaient
égarés aux pouvoirs nécessaires
que nous avions à donner à notre
Legat à latere, notre cher fils le
Cardinal Jean Baptiste Caprara,
que nous avions envoyé en France
pour terminer des affaires aussi
importantes, enfin nous avons
pourvu à tout ce que nous avons
jugé nécessaire pour conduire ce
saint ouvrage à sa perfection.

Nous mettons sous vos yeux,
Vénérables Freres, les actes qui sont

amanes de nous, soit immédiatement
soit immédiatement pour cette affaire
vous les lisez dans le recueil qui a
été imprimé ici par notre ordre.
vous y trouverez ce qui a été fait
par le siège apostolique à ce sujet,
et ce à quoi il a participé.

Le voile enfin arrive ce jour tant
desiré de la promulgation du dit
Concordat, et qui est l'époque du
retablissement de la religion en
France. Le Cardinal notre légat
à latere, a été reçu avec une pompe
éclatante, par le Gouvernement de
la République française, qui a donné
les marques les plus distinguées
des respect, d'honneur et de
vénération pour le Saint Siège,
comme on l'avoit pratiqué jadis en

11
France, dans les précédentes légations.
Notre légat de son côté, s'est efforcé
de répondre, autant qu'il étoit en lui,
à la confiance que le Gouvernement
lui a témoignée en l'admettant aux
fonctions de l'emploi très important
dont il est chargé. Pleinement
instruit de nos sentimens, qui n'ont
que les seuls objets spirituels en vue
pour rétablir en France la religion,
il a assuré le Gouvernement que,
dans l'exercice des fonctions de
la légation, il ne seroit jamais
rien entrepris contre les Droits du
Gouvernement et de la nation, les
statuts et les usages de la République,
et qu'il continueroit ses fonctions
sous le bon plaisir du Gouvernement,
comme vous pouvez le voir dans le

recueil et dessus mentionné.

Après cette auguste Cérémonie, le
Saint jour de la Rédemption, on publia
avec la plus grande pompe et solennité,
les dix sept articles du Concordat
fait entre le Saint Siège et le
Gouvernement français; on publia
également notre constitution
apostolique, contenant les mêmes articles
que nous avons ratifiés. Les Consuls
de la République assistèrent avec tous
les autres Magistrats du Gouvernement
avec tout le magnifique appareil de
leur puissance et de leur grandeur
aux Cérémonies augustes de cette
religion qu'ils professent et rendirent
à Dieu de solennelles actions de grâces,
pour le bienfait signalé qu'il avoit
accordé à la France, en lui rendant

12
La religion Catholique; et avec la
religion, la paix entre elle et le monde
entier.

Depuis cet heureux jour, quel
nouvel aspect la France ne présente-
t-elle pas à l'univers? Les temples
du très haut ouverts de nouveau
à l'auguste nom de Dieu et de ses
saints paraissent sur leurs frontispices,
les ministres du Sanctuaire, dans
leurs fonctions, sont rassemblés
au tour des autels, avec les fidèles.
Les orailles sont de nouveau assemblées
sous des légitimes pasteurs, les
Sacraments de l'Eglise, administrés
de nouveau avec la liberté et la
vénération qui leur est due; l'exercice
public de la religion Catholique,
solidement établi, le souverain de

L'Eglise, avec lequel quiconque ne recueille
pas, dissipe, solennellement reconnu:
L'Etendart de la Croix, de nouveau
déployé: le jour du Seigneur de nouveau
sanctifié: Enfin un schisme déplorable
qui, tant à raison de la grande
étendue de la France, qu'à cause
de la célébrité de ses habitants et de
ses villes, exposait la religion
Catholique aux plus grands dangers,
ce schisme, dis je, est dissipé et
détruit. Tels sont les grands biens,
les biens avantageux et salutaires
que ce jour memorable a produit,
et dont nous devons nous réjouir
dans le Seigneur.

Rejoignons nous donc, vénérables
frères, rejoignons nous de cette joie
dont l'amour de notre religion et notre

15
attachement pour le bien spirituel de
tant d'ames nous commande de nous
réjouir et comme tous nos biens
viennent de Dieu, et que c'est à lui
seul que nous devons rapporter
principalement celui que nous venons
de recevoir, 1. Car sans la divine
miséricorde, et sans son puissant
secours il aurait été impossible de
vaincre tous les obstacles et toutes
les difficultés qu'il fallait absolument
surmonter pour ramener les choses
au point où elles s'étaient si fort
éloignées: 2. comblés des bienfaits et
de tous mentionnés et ayant à
celebrer dans peu la fête de
l'Ascension glorieuse de notre divin
reparateur, qui est l'auteur de cette
sainte religion maintenant établie

de nouveau en France, Nous voulons
qu'on lui rende solennelles actions
de grace pour les biens et desirs
mentionnés que nous avons obtenus
de ses largesses, par la publication
de notre Suddite constitution, et des
articles du Concordat qu'elle contient.

Ce n'est pas, cependant Venerables
freres, que notre joie soit telle qu'il
ne se presente aucun objet qui excite
notre sollicitude et nos soins, comme
notre devoir l'exige.

Nous nous flottons pourtant que
nous sommes delivrés de notre sollicitude
par la Sagesse du premier Consul et de
la nation française, qui a si mérité
de cette religion depuis tant de siècles,
et qui l'embrasse de nouveau aujourd'hui
avec tant d'empressement. Nous nous

16
appreierons qu'avec le Suddit
concordat on a publié d'autres
articles qui ne nous étaient pas connus,
et que suivant les traces de nos
predecesseurs, nous ne pouvons pas
ne pas solliciter qu'ils reçoivent
des modifications et des changements
opportuns et nécessaires.

Nous nous adresserons avec
empressement au premier Consul,
afin de l'obtenir de sa religion.
Ce n'est pas sans raison que
nous avons lieu de l'espérer
tant de lui que de la Sagesse de
la nation française. Car le
Gouvernement français en
retablissant la religion catholique
dans le sein de la France, et en

ne pouvant la sainteté et l'avantage,
ne peut pas ne pas vouloir que tout
ce qui exige la sainte constitution
de la religion rétablie, soit mis à
exécution, et que tout s'accorde
exactement avec cette discipline
salutaire qui a été fixée par les lois
de l'Eglise.

Que Dieu éloigne de nous, et qu'il
ne permette pas que jamais aucune
vue d'avantage temporel, ou l'esprit
de posséder ce qui n'appartient pas à
l'Eglise, puisse nous occuper, ou les
pasteurs de Jésus Christ à soumis
à notre autorité. Osons toujours
présenter à nos yeux ces paroles
divines: 99 Ce qui est à César à César,
99 Ce qui est à Dieu à Dieu. 66 Nous,

15
servirons toujours en cela, d'exemple
aux autres, et nous ferons en sorte
que les évêques et tous ceux qui
travaillent à la vigne du Seigneur,
conformément à la vocation qui
les a appelés, s'attachent par
leurs discours et leur conduite, aux
devoirs de la religion, et à procurer
le salut des âmes confiées à leurs
soins, et sans s'immiscer dans
les affaires qui ne les regardent
pas, qu'ils ne fournissent jamais
des prétextes aux ennemis de la
religion de calomnier les ministres;
nous les exhorterons de tout notre
pouvoir, de s'attacher étroitement
à la doctrine des apôtres, qui sont
nos maîtres, et non seulement par

leurs discours, mais encore par leurs
Exemples, ils enseignent aux fideles,
l'obéissance qui est due aux
puissances civiles, pour laquelle,
dès les premiers siècles de l'Eglise,
les Chrétiens étaient regardés comme
des modèles de soumission et de
fidélité envers leurs supérieurs.

Il nous reste vénéralles frères, à
vous instruire des pasteurs qui ont
été préposés depuis peu pour
gouverner les Diocèses dans leur
nouveau rétablissement. Vous
trouverez parmi eux un nombre
de ces pasteurs vigilans qui, avant
la nouvelle circonscription des
Diocèses et les changemens nouveaux
qui ont été faits en France, toujours

16
attachés au centre de l'unité, c'est-à-
dire à notre Siège, au mérite de leur
foi, de leur patience, de leur
vigilance pastorale, et de toutes
les vertus par lesquelles ils ont
illustré l'Eglise. Sur l'invitation
que nous leur en avons faite pour
le bien de l'Eglise, et ajoutée le
sacrifice volontaire de leur Siège,
ce qui a achevé de les couvrir des
gloires. Vous trouverez encore un
grand nombre de dignes ecclésiastiques,
qui appelés pour la première fois
pour gouverner l'Eglise de Dieu,
par leur louable conduite; ainsi
qu'on nous l'a rapporté, font
espérer à l'Eglise, qu'ils seront des
pasteurs fideles du troupeau qui

leur sera confié. Enfin vous trouverez
aussi quelques uns parmi eux, qui après
avoir occupé dans ces derniers tems,
des sieges Archiepiscopaux, sans en
avoir eu de nous l'institution,
n'étaient pas dans l'unité de l'Eglise
et du saint Siège apostolique, qui
comme vous savez, n'a jamais
cessé de les exhorter avec une
charité maternelle, de retourner
dans son sein.

Ne soyez pas troublés, vénérables
Freres, leur institution aux places
de pasteurs légitimes des nouveaux
diocèses qui leur ont été confiés, a
été précédée par leur réconciliation
avec le saint Siège, dans les actes
que nous vous proposons de lire,

17
vous trouverez qu'ils ont acquitté cette
dette nécessaire envers l'Eglise.
L'esprit de charité dont l'épouse
de Jesus Christ est animée, a fait
que nous avons usé à leur égard de
cette bonté dont nous pourrions
faire usage sans blesser la substance
des choses, afin qu'une affaire
aussi importante que l'est le
retablissement de la religion dans
un pays aussi grand que la France,
peut s'accomplir, et le schisme
funeste s'éteindre. L'exemple
de nos prédécesseurs, l'amour de
la paix, les sollicitations efficaces
du Gouvernement qui l'a demandée,
à l'effet de rétablir la concorde,
nous ont décidés à y consentir.

Si relativement à cet objet, nous
avons confiance en Dieu, qui connoît
parfaitement la droiture de notre
Esprit et de nos Soins, que nous ne
serons jamais dans le cas de nous
en repentir: Car nous ne voulons
pas douter que ces pasteurs que
nous avons embrassés et
charitablement, se trouvant assis
légitimement par notre bonté
paternelle et singulière dans les
nouveaux Sièges, s'acquitteront
de tous les devoirs des pasteurs, en
regissant les ouailles confiées à
leur Soins, dans la pureté de la
doctrine, dans l'intégrité des
mœurs, dans la culture de la vigne
du Seigneur, dans l'émulation

18
qu'ils auront d'imiter la vigilance
de leurs frères, et dans une véritable
union avec nous dans la foi et dans
la charité.

Mais comme vous savez très bien
que l'accomplissement de tous les
ouvrages et de tous les biens que
nous avons mentionnés jusqu'ici,
et que nous désirons avec tant
d'ardeur d'obtenir, ne peut
venir que de Dieu, 1: 92 Car si le
92 Seigneur ne bâtit pas une maison,
92 c'est en vain que travaillent ceux
92 qui la bâtissent 66: nous nous
sommes proposés de nous adresser
à lui avec un esprit humble et
un cœur contrit, et d'unir nos
prières aux vôtres et à celles de

l'Eglise, afin d'obtenir, qu'en lui.
rendant graces pour nous avoit
donné de planter la vigne dans un
terrein si fertile: ce qui a été un
grand bienfait: il nous accorde
aussi par la grace venant de lui
comme une rosée divine, qu'elle
pousse de profondes racines, qu'elle
croisse et qu'elle porte des fruits
dans la maison de celui de qui seul
on peut les obtenir: car, comme
dit est l'Ecriture sainte, celui
qui plante n'est rien, celui qui
arrose n'est rien: mais c'est
Dieu qui donne l'accroissement,
qui est tout.

Approchons nous donc de lui,
venerables freres, avec confiance,

19
implorons de lui la consolation et une
jote complétte: Enfin demandons
lui de perfectionner lui même le
bon ouvrage qu'il a commencé.

Par consequent, afin de rendre
graces à Dieu de la religion rétablie,
et afin d'obtenir que dans une aussi
grande affaire nos vœux soient
entièrement exaucés, et pour
implorer l'assistance divine dans
les besoins actuels de l'Eglise, nous
ouvrirons ses trésors, et de même
que nous l'avons fait en France
par le moyen de notre Cardinal
legat à latere, nous publierons
dans cette ville un subtilé par le
moyen de notre Cardinal vicaire, et
nous preserirons ce qu'on devra faire
pour l'obtenir.

Coup D'oeil Rapide

Sur les moyens et les Prises
Employés depuis l'origine de
la Révolution jusqu'à nos jours,
pour détruire la religion
Catholique en France.

Tout le monde connoît que la
présente révolution, dont tous les
peuples ne ressentent que trop les
suites dévastatrices, est l'effet
d'une cabale, ou conjuration
d'une espèce d'hommes qu'on
appelle communément, philosophes
ou, soi-disans philosophes;
hommes ennemis de Dieu et de la

Sainte Religion, hommes pervers
et sans mœurs, ne cherchant que
leurs propres intérêts, qu'à satisfaire
leur cupidité et leurs passions; ces
hommes sans pitié, sans considération
quoique se parlant que d'humanité
et de bienfaisance, renversant
détruisant et foulant aux pieds
tout ce que les autres hommes
respectent; en prêchant par tout
la liberté et l'égalité, ils ne
cherchoient qu'à réduire les peuples
dans le plus dur esclavage, comme
le voit et le sent aujourd'hui cette
classe du peuple qui se laisse séduire
par leurs discours flatteurs, et qui
par la forge elle-même les chaînes
avec lesquelles on la tient liée.

Elle regrette présentement le prétendu
esclavage, dont les soldats amis
des hommes l'ont délivrée, mais
inutilement: la farce est jouée.

Ces prétendus philosophes, auteurs,
promoteurs, ou coopérateurs de cette
terrible révolution, quoique
presqu'également ennemis de la
religion catholique, du moins telle
qu'elle doit être, pour conserver sa
pureté, ne conviendroient pas autant
sur d'autres points. N'ayant, pour
ainsi dire, d'autre guide que leur
propre intérêt, ils se divisent
selon que ces intérêts se trouvent
appelés; de là ces deux fameux partis
des jacobins et de l'émancipation.
Les premiers voudroient la destruction

totale du gouvernement monarchique
et de la religion catholique; ils
prétendoient établir un gouvernement
démocratique et populaire, et qu'un
chacun vivait à sa mode en matière
de religion, pourvu toutefois qu'il ne
professât point la religion chrétienne,
et encore moins la catholique. Les
seconds, au contraire, voulaient un
gouvernement monarchique, du moins
tempéré par des lois qu'ils jugeroient
convenir, et en fait de religion,
quoique pour eux mêmes ils fussent
très indifférens sur cet article, ils
convenaient qu'il en falloit une
pour contenir le peuple dans le
devoir, que même la religion
catholique étoit la plus propre à cet

22
effet; mais que le bien de l'état exigeoit
qu'elle fût entre les mains du souverain
ou du gouvernement, comme l'argile
est entre les mains du potier. Ainsi
les derniers, comme les premiers,
vouloient la destruction de la
véritable religion catholique.

La révolution étant opérée, les
philosophes monarchiens, qui
dominoient dans l'assemblée
constituante, seconds des jacobins,
enfants rebelles à l'Eglise, qui n'étoient
pas en petit nombre dans le clergé
de France, s'occupèrent d'abord à
donner à l'Eglise, une nouvelle forme
propre à remplir leur but. ils
formèrent cette constitution, qu'ils
ont appelée 99 Constitution civile du
99 clergé 66, comme ils appellaient

aujourd'hui les lois ajoutées au concordat,
29 articles organiques du culte catholique
elle étoit bâtie sur des principes
peu différents de ceux sur lesquels
sont établis les articles organiques,
sinon que par ceux-ci, on reconnoît
que les évêques doivent être
institués par le Pape, mais ils
contiennent parfaitement en ce que
les articles organiques, aussi bien
que la constitution civile du clergé,
mettent la religion catholique sous
la dépendance de la puissance civile,
et la soumettent entièrement à ses
caprices.

Cette nouvelle constitution trouva
beaucoup de contradiction et d'opposition
de la part de presque tous les évêques
de France, d'un grand nombre du

23
clergé inférieur, et généralement de
tout catholique qui étoit encore
attaché à la vraie doctrine. Le Pape
Pie VI, de glorieuse mémoire, la
condamna comme hérétique et
schismatique. Le mépris et la
confusion furent assez communément
le partage des évêques et des pasteurs
intrus, de même qu' de tous ceux
qui avoient juré fidélité à cette
constitution. Les évêques et autres
ecclésiastiques, qui ne voulurent
point s'y soumettre, furent
exilés; la France fut divisée.
Cela ne remplissoit point le but
de nos philosophes; ils sentoient
qu'une des principales causes du
mépris de leur nouvelle Eglise
étoit la condamnation du souverain

Pontife. Devenu dans la suite maître
de Rome, ils employèrent tous les
moyens possibles pour obliger
l'impitoyable Pie VI. de révoquer
les Décrets qu'il avoit lancés contre
elle, mais inutilement. Enfin, voyant
qu'ils ne pourroient rien gagner, ils
eurent l'inhumanité de faire traîner
ce respectable vieillard, plus qu'octo-
genaire et accablé d'infirmités,
d'exil en exil, à travers des montagnes
presqu'inaccessibles, par un froid
rigoureux, pour accélérer sa mort,
espérant que son successeur seroit
moins contraire à la réussite de leur
projet.

Quelque temps après que la constitution
civile du clergé fut mise en exécution,
la face des affaires changea tout-à-coup

en France. Robespierre, secondé
des jacobins ses partisans, se rendit
maître de la convention. Son
regne fut un regne de terreur
et de barbarie. Les jacobins allèrent
sans dissimulation droit à leur but.
Le Trône fut renversé, le Roi et
la Reine traînés à l'échafaud,
la France regorgea de sang, la
religion catholique entièrement
proscrite, les ministres, qu'on put
trouver, emprisonnés, massacrés,
etc. Les intrus, les constitutionnels
ne furent pas même à l'abri de la
persecution; plusieurs d'entre eux
ne conservèrent la vie, qu'en
renonçant publiquement à leur
prêtrise et en abjurant la Religion.

Enfin, cette persécution ouverte finit
par la mort sanglante de ce tyran
sanguinaire, pour être remplacée
par une autre plus cachée, et par là
peut être, beaucoup plus dangereuse
et plus pernicieuse à l'Eglise et
à la religion catholiques.

La conduite barbare et tyrannique
de Robespierre et de ses partisans
avoit irrité la plupart des habitants
de la France contre les Philosophes
jacobins, et les avoit rendus odieux
presqu'à tout le monde; la mort
et celle de plusieurs de ses principaux
corymbes achèva de discréditer ce
parti. Une espèce de philosophes
un peu plus modérés, ou plutôt moins
féroces et moins sanguinaires, reprit
le dessus à la convention.

Il est assez difficile à discerner, si la
façon de penser de ceux-ci, tant
par rapport à la forme du
gouvernement à établir, que par
rapport à la Religion, étoit
différente de celle des monarchiens.
Le temps pourra peut être dissiper bien
des ténèbres qui couvrent encore
aujourd'hui l'atmosphère politique
de la France. Au reste si leur
façon de penser ne fut pas la même
en tout, du moins leur politique
en fait de religion et sur tout
relativement à la religion
catholique, ne fut guère différente.

Les philosophes monarchiens, comme
nous avons dit, avoient eu l'air de
protéger en quelque façon la religion
catholique par la constitution civile.

qu'ils donnerent à son clerge, et en le
salarient et pensionnant; cependant
dans le fond, ils ne voulaient qu'une
apparence de religion catholique,
et sous prétexte de tranquillité
publique, ils persécutèrent tous les
ecclésiastiques qui ne voulurent
point adopter cette constitution.
Les modérés, qui dominèrent dans
France après la mort de Robespierre,
affectèrent de ne protéger aucune
religion, mais de permettre et de
tolérer indifféremment tous les
cultes, et comme leur but étoit
toujours de détruire la vraie religion
catholique, et de persécuter ses ministres
qui y resteroient fidèles, ils statuerent
que pour profiter de cette liberté

26
de culte et de conscience, il falloit
que les ministres de toute religion
quelconque feroient la promesse
de se conformer aux lois de la
République, ou quelque autre serment
incompatible avec la religion catholique,
comme il conste par la loi du 7.
vendémiaire an 4, et par le fameux
serment du 29 fructidor. Pour
parvenir plus efficacement et plus
sûrement à leur fin, ils recherchèrent
de beaucoup sur les moyens de terreur
et de violence employés par les
monarchiens à l'égard de tous les
prêtres qui eurent en conscience
ne pouvoir faire ce qu'ils exigeoient.
Enragés de ce que la très grande
majorité des ecclésiastiques, et
particulièrement de ceux qui habitoient

Les nouveaux départemens reunis, avoient cessés d'exercer publiquement leurs fonctions sacrées plutôt que de se conformer à cette loi, ils autorisèrent le Directoire exécutif de déporter à la Guyane et autres lieux, sans forme de justice ni de procès, tout prêtre qui n'aurait pas fait le serment impie selon qu'il jugeroit convenir pour assurer la tranquillité républicaine. Sous ce prétexte specieux, on recommença après le 29 fructidor, une persécution contre les prêtres catholiques, qui ne fut guère moins barbare que celle de Robespierre. Voilà toujours la tolérance, la justice, et l'humanité et la bienfaisance de nos lois dans les philosophes réformateurs.

27
Nonobstant tous leurs efforts, ils ne purent venir complètement à bout de leur dessein; ils rencontrèrent par tout des obstacles insurmontables. une grande partie de la France restoit attachée à la religion catholique: plus on persécutoit les ministres, plus le peuple croyoit à la justice de leur cause: il connoissoit la condamnation que le Pape Pie VI. avoit faite de la constitution civile du clergé, la persécution qu'il souffroit pour ne pas vouloir la révoquer, enfin l'irreligion, dont faisoient publiquement profession tous les membres du gouvernement, les confirmoit encore davantage dans l'idée qu'on ne cherchoit pas toutes

ces ruses et persécutions, qu'a leu
faire changer de religion; ainsi
la constitution civile du clergé et
les ministres de cette Eglise
constitutionnelle continuellement
d'être en horreur.

Les Philosophes Dominateurs
sentirent qu'ils ne pourroient venir
à leur but, sans faire leur paix avec
le Pape, et que pour en venir là et
obtenir en même temps du chef de
l'Eglise, les sacrifices qu'ils jugeoient
nécessaires pour opérer son
asservissement et ensuite sans
destruction, il convenoit que du
moins les principaux chefs de la
République fissent profession de la
religion catholique, ils jugèrent donc
que, pour réussir, il falloit changer de
batterie, et qu'au lieu de la violence,

il falloit pour la dernière attaque, joindre
l'hypocrisie à l'astuce.

Lie VII. étant mort sur le trône
Pontifical, le gouvernement françois
fut mis d'envahir une seconde fois les
états du Pape, et ordonna en conséquence
à un corps nombreux de troupes, d'avancer
vers ce pays. Intretemps Bonaparte
qui par ses exploits militaires,
rapides, extraordinaires et presque
incompréhensibles avoit gagné
l'affection et la confiance du soldat
étoit devenu l'idole de la France
républicaine. Ce guerrier parti
d'Egypte, et revenu en France,
par un de ces evenemens extraordinaires,
que ne savent à quoi attribuer ceux
qui ne sont pas au fait des manœuvres
de la cabale philosophique, dans un
moment, où la République paroissoit
être sur le bord du précipice, s'étoit

mis lui-même par un coup hardi, du moins
en apparence, à la tête de cette République,
en lui donnant une nouvelle constitution,
se référant à la vérité du vice des
précédentes, mais susceptible d'une
organisation monarchique, et arrangeant
et disposant de toute à sa mode, ce
Bonaparte, dis-je, adepte de la philosophie,
devenu premier Consul, qui, ayant peu
de temps auparavant arboré l'étendard
de Mahomet, ciroit le turban Turc,
parloit le langage de l'Alcoran aux
peuples de l'Egypte; enfin ce héros,
semblable à ceux de la Fable, paroit
changé tout-à-coup de façon de penser
et d'agir; il semble devenir ou
redevenir catholique. Apparemment
touché de commisération, et pénétré de
respect pour la Religion et pour le
chef de l'Eglise catholique, il lui a
écrit pour lui faire connoître que

29
la France républicaine n'est pas
éloignée de rentrer dans son obéissance,
à des conditions équitables; que
pour traiter et arranger cette affaire
importante, il convient que le St.
Pere envoie un Délégué à Paris.

Une pareille proposition ne peut être
qu'infinitement agréable au Pape,
commun des Fidèles, qui croioit
que cette démarche se faisoit avec
la sincérité d'un homme qui,
reconnoissant vraiment ses erreurs,
cherche à réparer sa faute. Le Pontife
n'avoit rien plus à cœur que le
rétablissement de la religion catholique
en France; d'un autre côté, il
voyoit ses Etats très prochainement
menacés d'être encore une fois la
proie d'un ennemi qui y avoit fait
des palais, encore toutes saignantes,
et dont les malheureux peuples de

L'Italie se souviendront long-temps.
Il profita donc de l'offre et de l'invitation
du premier consul, et envoya à Paris
M^{gr}. Spina, comme son député et
chargé d'affaires.

C'est ici, à ce qu'il paroit, que le
gouvernement sortant d'athéisme
à mis en œuvre toute sa finesse et
toute son astuce, et a développé sa
grande politique trompeuse. Il
falloit persuader le Pape que les
chefs de la République voulaient
sincèrement le rétablissement de la
religion catholique, et qu'ils voulaient
y concourir de tout leur pouvoir:
cela n'étoit pas facile à concilier
avec les conditions qu'ils méditoient
d'y mettre; car il devoit paroître
fort étrange que des enfans rebelles
et persécuteurs de l'Eglise leur mère,
vinsent lui dicter de pareilles

50
conditions et exiger des sacrifices tels
que ceux repris dans le concordat,
et protester en même temps qu'ils
étoient sincèrement attachés à la
religion catholique. Il falloit pour
cela, faire croire au souverain
Pontife que, s'ils exigeoient de
pareils sacrifices, ce n'étoit pas
pour eux-mêmes, mais que c'étoient
les circonstances dans lesquelles
la France se trouvoit, qui les
demandoient impérieusement, que
non obstant toute leur bonne
disposition et volonté, il y avoit
beaucoup à craindre de la part des
jacobins, qui ne voulaient aucunement
entendre parler du rétablissement
de la religion catholique, que ceux
ci pourroient facilement suborner
le peuple et le porter à ^{une} nouvelle

révolution, si on parloit encore de la
restitution des biens du clergé, de
la réintégration des anciens évêques
qui s'étoient si fortement opposés
aux innovations irréligieuses, et
à la constitution civile du clergé,
si on parloit encore de &c. &c. &c.

Ces chefs se conduisirent donc
de manière à faire croire qu'ils
ne demandoient ces grands
sacrifices de la part du chef de
l'église que pour autant qu'ils
étoient absolument nécessaires
au rétablissement de la paix, de la
concorde et de la religion en France,
faisant même espérer que plus
tard, quand les esprits seroient
apaisés, on pourroit remédier à
une partie des maux que ce

51
bouleversement alloit causer. Pour
d'autant mieux cacher leur jeu, et
faire valoir leurs craintes auprès
du St. Père, ils eurent soin, comme
d'usage chez les soi-disant philosophes
et franc-maçons, de faire jouer leurs
ressorts secrets, pour amener des
circonstances propres à confirmer
ce qu'ils avoient allégué.

Pendant que les deux respectifs
negoioient à Paris les conditions
du Concordat à faire entre Rome
catholique et la France républicaine,
les évêques intrus et constitutionnels
s'assemblerent aussi à Paris en
espèce de concile national, sinon
par invitation expresse et publique,
du moins par invitation clandestine
et du consentement du gouvernement

pour délibérer sur divers objets et faire
différens réglemens, &c. C'étoit
équivalement dire au Pape et à ses
députés: „ Si vous ne voulez pas, à
„ ces conditions qu'on vous présente,
„ en voilà d'autres qui nous attendent
„ à bras ouverts, il ne s'agira que de
„ choisir un patriarche. ⁶⁶

Sur la fin des mêmes négociations,
peu de temps avant la conclusion du
concordat, il y eut, dans un des
principaux faubourgs de Paris, un
rassemblement tumultueux très
considérable, où le peuple se porta à
plusieurs insultes contre les catholiques,
où l'on eut à différentes reprises:
„ Bas de Catholiques, puis qu'ils veulent
„ la restitution de leurs biens, &c.
„ vivent ou contraire les constitutionels. ⁶⁸
Et l'approche de quelques centaines

52
de soldats et de quelques personnes en
place, le rassemblement disparut. On
vouloit convaincre les députés, et par
eux, le Pape, que s'il insistoit sur
la restitution de ces biens, &c. le
peuple ne vouloit plus de la religion
catholique. Au moyen de tous ces
maneges et artifices, le concordat
fut conclu et ratifié de part et
d'autre, ainsi les ennemis de l'Eglise
parvinrent à obtenir les principaux
objets de leur sollicitude et de leurs
desirs.

Quelque grands cependant que
fussent ces sacrifices accordés par
le St. Siège, quelque grande même
que fut leur tendance à opérer
l'asservissement de l'Eglise catholique,
elle parut encore trop faible à nos
prétendus philosophes. Impatients

de voir de suite l'effet complet de leurs
manoeuvres diaboliques, ils ne regardèrent
le Concordat, quelque favorable qu'il
soit à leurs vues, que comme une
matte brulée, comme une matière
informe, qui avoit besoin et étoit
susceptible d'une organisation qui
la disposât et la rendît complètement
propre à opérer, sans retard; ce qu'ils
cherchoient depuis long temps. C'est
ce qu'ils firent par les articles organiques.

C'est pourquoi ces lois sont appelées
99 articles organiques de la convention
99 du 26 messidor an XI, ⁶⁶ ou
autrement dit, 99 du Concordat. ⁶⁶ Les
articles organiques sont donc des
lois qui organisent le Concordat:
organiser un corps, c'est le vivifier,
lui donner des organes pour le disposer,
le rendre propre à opérer selon la fin

à laquelle on le destine; ces articles.
Sont donc des lois que le gouvernement
ajouta au Concordat, de sa propre
autorité et à l'insu du Pape, pour
le disposer et le rendre propre à
opérer de suite l'asservissement
de l'église catholique à la puissance
civile, ainsi ce mot, 99 organique ⁶⁶,
exprime la vraie dénomination qui
convient à ces articles, selon la fin
que le gouvernement s'est proposée,
en les ajoutant à la convention faite
entre lui et le Pape. De sorte que
tout homme peut vraiment dire,
dans la rigueur des termes, que
ces lois organisent le Concordat,
selon l'intention du gouvernement,
c'est à dire, le rendent propre à
opérer selon la fin qu'il s'est proposée.

Tout homme de bonne foi et non prévenu
doit aussi convenir que le Concordat
organisé, et comme tel, et même
seulement comme tel, passé en loi
d'état le 26 germinal an X, et par
conséquent, comme tel, proposé aux
Ecclesiastiques par le gouvernement
et ses agens, comme objet de leur
adhésion ou soumission, conduit
réellement et directement à cette
fin, et ne peut même conduire qu'à
cette fin.

Ainsi, quoique, dans la réalité, le
Concordat et les articles organiques
soient des choses bien différentes;
cependant d'après l'esprit et
l'intention du gouvernement, on doit
les considérer, comme un tout indivisible
qui fait l'objet de la loi du 26 germinal,
et dont l'un ne va pas sans les autres;

56
de sorte que ces articles sont, dans son
sens, les organes, le développement,
ou comme dit Portalis, les corollaires
de cette convention, qui n'a passé en
loi d'état, que pour autant qu'elle
étoit jointe à ses organes, à son
développement, et à ses corollaires.

Si le Concordat n'a passé en loi
d'état, s'il n'a été publié, s'il n'a
été inséré au bulletin des lois, que
pour autant qu'il étoit joint aux
articles organiques, comme à son
développement, ou comme à son
mode d'exécution, ce n'est aussi
que le Concordat passé en loi d'état
et par conséquent organisé, qui est
proposé aux Ecclesiastiques, comme
objet de leur adhésion, ou soumission;
il s'ensuit donc clairement, que...

celui qui adhère, ou se soumet purement
et simplement au Concordat d'après
la demande du gouvernement, adhère
et se soumet au concordat comme
passé en loi d'état, et par conséquent
pour autant qu'il est joint aux articles
organiques.

C'est pourquoi le gouvernement
ne souffre aucunement qu'on separe
l'un des autres. L'évêque de Namur,
qui avoit donné aux curés de cette
ville une déclaration signée de sa
main, par laquelle il certifioit qu'il
ne prétendoit exiger autre chose
de son clergé qu'une déclaration
,, d'adhésion au Concordat, &c.,
,, sans aucun rapport à l'arrêté
,, du Préfet du 24 messidor, 66
c'étoit dire ,, sans rapport aux lois
organiques, 66 fut obligé de la part

35
du gouvernement de se rétracter
publiquement, et de faire profession
ouverte et manifeste d'adhésion
aux articles organiques, et d'exiger
la même chose des ecclésiastiques
de son Diocèse.

De même l'évêque d'Orléans,
écrivant à l'évêque de Namur,
en date du 20 Decemb. 1802, dit
,, Mr. Portalis a écrit en ma
,, présence à votre préfet, pour
,, prescrire de n'exiger autre
,, chose de vos prêtres, que l'adhésion
,, au Concordat, et de regarder pour
,, bonne et valable, toute adhésion de ce
,, genre, faite jusqu'à ce jour, si elle n'a
,, pas été suivie d'une protestation contre
,, les lois organiques. 66 Le gouvernement
demandant une adhésion au Concordat,

la demande donc avec rapport aux
lois organiques, puisque toute
déclaration d'adhésion au concordat,
avec protestation contre les lois
organiques, ou autrement dit, sans
rapport à ces lois, est déclarée
n'être pas valable.

Conformément à ceci, l'Evêque
de Namur, dans son certificat relâché
le 22 Décembre 1802, avertit que,
" tout prêtre qui fera la déclaration
" pure et simple, c'est à dire sans
addition, restriction, ni réserve,
" dans la formule suivante, satisfait
" pleinement le gouvernement,
" et est en règle: j'adhère au
" Concordat 66 &c. le Préfet de Namur
avait déjà signifié la même chose
en déclarant par un arrêté particulier,

que M^r. N. qui avoit fait dans le
département de l'Ourte la déclaration
pure et simple d'adhésion au
Concordat, &c. avoit satisfait à
la fin de son arrêté, qui étoit
évidemment de se soumettre aux
articles organiques.

Une chose qu'il est bon de remarquer
en passant, c'est que le Concordat
n'a pas encore été publié dans
ce pays, par la puissance
ecclésiastique. La conduite de nos
Evêques paroît vraiment singulière
à ce sujet: ils demandent par
tout une déclaration d'adhésion
au Concordat, qu'ils n'ont pas
encore publié. Nous ne connoissons
donc légalement le Concordat que

par la publication de la puissance
civile; or, le Concordat, qui nous
est publié par la puissance civile,
c'est le Concordat passé en loi
d'état, c'est le Concordat organisé,
ainsi en faisant cette déclaration
pardevant nos évêques, nous sommes
censés déclarer d'adhérer au
Concordat organisé; sur tout quand
ils demandent cette déclaration
d'après les ordres du gouvernement,
ou pour valoir devant lui, parce
que nous devons être censés
adhérer au Concordat, tel qu'il
nous est légalement proposé et
connu; or il ne nous est légalement
proposé et connu que comme passé
en loi d'état, et par conséquent, que

comme organisé.

57
Mais d'où peut venir ces doutes
des évêques par rapport à la
publication du Concordat? cela ne
me paroit pas difficile à distinguer;
Le gouvernement ne veut entendre
parler que du Concordat organisé
les évêques devraient donc publier
les articles organiques avec le
Concordat. Mais le clergé belge
n'est pas encore monté à la
hauteur des principes français,
pour oser espérer qu'il admette
les articles organiques, en termes
clairs et explicites; quand bien
même plusieurs seroient dans ce
cas, ils sont encore honteux d'en
faire profession ouverte, parce qu'ils

Laient que ces lois sont regardées par
tous les vrais catholiques, comme
destructives de l'Eglise et de la
Religion; Les circonstances ne
permettant donc pas encore aux
Evêques de faire la publication
de ces lois, il falloit aussi s'abstenir
de la publication du concordat.
D'ailleurs ce silence servoit à
rendre les choses plus obscures et
à faire des dupes. En effet, ne
réfléchissant pas assez comment
et sous quelle forme le concordat
étoit passé en loi d'Etat, et
conséquemment comment et sous
quelle forme il leur étoit publié,
connu, et proposé légalement,
plusieurs, dans leur déclaration,

58
ont pu être facilement trompés
en prenant le concordat abstrac-
tivement des lois organiques, ainsi
que le mot paroît naturellement
l'importer, quand on le considère
seul, sans rapport à toutes les
circonstances; mais aujourd'hui
que les choses ont été examinées
de plus près, que les vues et les
rues du gouvernement sont plus
développées, et qu'il s'est lui-
même expliqué assez clairement
sur cet article, il ne paroît pas
qu'on puisse supposer de la bonne
foi dans ceux qui se laissent
encore entraîner à faire cette
déclaration pure et simple
d'adhésion au concordat.

D'après ce que nous venons de
rapporter il est aisé de voir que
ce sont toujours des philosophes
imbus de la même doctrine et
tendant à la même fin, qui se
dominent en France, et par
conséquent, que les chefs du
gouvernement actuel qui font
profession d'être catholiques,
et qui s'efforcent au St. Père
Les meilleures intentions pour le
rétablissement de la Religion, ne
sont, dans la réalité, que des
hypocrites qui, connaissant par
l'expérience du passé, l'inefficacité
de tous les moyens employés
précédemment, pour parvenir à
leur but, crurent devoir simuler

59
pour duper le chef de l'Eglise.
L'abus qu'ils font du concordat,
les articles organiques qu'ils y ont
ajoutés de leur propre mouvement,
à l'indu et contre le gré du
Souverain Pontife, le discours
rempli d'hérésies de leur orateur
Portalis, au corps législatif et
son rapport au conseil d'Etat,
leur nomination des évêques
constitutionnels, intrus scandaleux,
schismatiques dont plusieurs
sans résipiscence, ni etc. leur
continuation à vendre les biens de
l'Eglise, tandis que le Pape
n'a cédé que ceux aliénés, lors de
la conclusion du concordat, en
sont une preuve qui paroît convaincante.

D'ailleurs quelle signe de pénitence
et d'une conversion sincère ont
ils donné? quelle réparation de
leurdale et des injustices de
toute espee ont ils faite depuis
leur prétendu changement?

Il est donc bien à craindre que
ce gouvernement apparemment
catholique ne soit beaucoup plus
dangereux à la religion, qu'un
gouvernement manifestement
impie, que n'a été le gouvernement
de Robespierre. Le sophiste
d'Alembert, écrivant un jour
à Voltaire, lui témoignoit sa
surprise, et le badinoit de ce qu'il
avoit appris qu'un philosophe
de la trempe alloit à la messe et

10
faisoit ses pâques. Oui, lui répondit
en substance, ce chef des impies,
je vais à la messe, je fais mes
pâques, je bâtis même des
eglises, et par là j'erois
mieux servir la cause de la
philosophie, que ceux qui
méprisent et déclament trop
ouvertement contre la religion
catholique. Tard il est vrai
de dire que l'hypocrisie jointe
à l'astuce, a été reconnue de
tout temps, comme le premier
moyen de séduction.

Par la lecture du discours du
citoyen Portalis, prononcé dans
la séance du corps législatif le 5
germinal an X, il est évident.

que le gouvernement actuel ne
considere le rétablissement de la
religion catholique, que comme
un moyen politique pour rétablir
la tranquillité et la prospérité
commune de habitans de la
France. Ce n'est donc pas la
divinité, et la sainteté de cette
religion, ni la gloire de Dieu, ni
le salut des âmes, mais des motifs
purement temporels qui l'engagent
à la rétablir.

Il est encore évident que ce
gouvernement prétend que cette
religion divine ne peut être utile
et contribuer à la tranquillité et
prospérité publique, que pour autant
que son culte sera organisé par la
puissance civile, que le droit

41
d'organiser le culte catholique lui
compete essentiellement, et que
par conséquent elle a le pouvoir
de le restreindre, de le modifier,
selon les lieux et les circonstances,
et d'y apposer certaines conditions,
sans lesquelles l'exercice de ce
culte ne pourra être permis ni
toléré, il veut donc établir la
religion catholique, non telle qu'elle
a été établie par notre Seigneur
J.C, c'est-à-dire essentiellement
indépendante de la puissance
temporelle; mais il la veut
asservir à ses volontés et à ses
caprices; tout au moins dans
tout ce qui regarde son culte, sa
discipline, l'administration des
sacrements, son gouvernement.

extérieurs, et même son enseignement public. il ne veut donc qu'une religion, qu'il lui plait encore d'appeller, catholique, pour tromper les peuples, et qui, dans la réalité, n'est qu'une pure religion politique, comme la religion Anglicane.

Pour venir d'autant plus vite, et d'autant plus facilement à son but, il a vu, comme nous avons dit, par une suite d'événemens adroitement combinés, amener des circonstances impérieuses, propres à persuader le chef de l'Eglise, qu'il pouvoit et devoit même faire des sacrifices immenses pour conserver la Religion en France.

12
Au moyen de ces sacrifices, la philosophie se couvrant du manteau de la Religion se flatte de recevoir en peu de temps l'épouse de Jésus Christ dans le plus dur esclavage, et par là enfin, opérer la destruction totale, et ainsi remplir le but de la conjuration de Voltaire et consort. Ces sacrifices sont, la cession, du moins apparente, des biens d'Eglise, l'adjudication et le renoncement volontaire, ou forcé de tous les anciens évêques à leurs sièges, enfin l'abolition et l'extinction de toutes les cures et bénéfices.

Pour obtenir avec moins de difficulté la cession des biens du clergé, le gouvernement s'est

chargé de pensionner les évêques
et les cures: par là il espère
parvenir à leur faire faire toutes
qu'il voudra dans la suite: il y a
long-temps que les chefs de la
fameuse conjuration contre l'Eglise,
avoient regardé ce moyen comme
un des plus efficaces pour détruire
la religion catholique: c'est en
parlant des ministres de cette
Sainte religion, qu'un d'entre
eux s: d'Altembert: l'a dit en abusant
de l'écriture sainte par un
blasphème horrible, „hoc genus
„demoniorum non ejicitur nisi in
„jejunio“. Cette espèce de Démons
ne se chasse que par le jeûne. Les
philosophes dominateurs de nos
jours montrent donc par le fait,

15
qu'ils ont bien retenu les principes,
et qu'ils ont bien profité des
leçons de leurs maîtres. C'est
pour cela qu'ils ont voulu
dilatir et, pour ainsi dire,
donné au premier offrand les
biens du clergé; pourvu que
l'Eglise en fût dépouillée,
leurs desirs et ceux de leurs
patriarches étoient accomplis.
Voilà cependant ceux qu'on
voudroit nous faire passer pour
des hommes qui veulent sincèrement
le rétablissement de la religion
catholique en France.

Par l'abdication, ou la destitution
générale des anciens évêques le
premier consul, ensuite de la
concession du Cape à droit d'en

nommer d'autres, des sentimens
desquels il ne manque de s'assurer
auparavant, pour parvenir au
but de la philosophie. Le gouverne-
ment connoissoit combien les
corps Episcopaux avoient jusqu'ici
contrarié ses opérations, il
connoissoit la force et le poids
de ce corps respectable pour
soutenir la Religion, son autorité
et son influence sur le clergé
inferieur et sur le reste des foyes.
Il falloit donc se délivrer d'un
ennemi aussi puissant, et le
remplacer par des êtres rampans,
par de vils adulateurs de la puissance
temporelle; moyen le plus
propre à opérer la subversion
générale; car c'est travailler à

11
faire détruire l'Eglise par l'Eglise.
Moyen par conséquent toujours
conforme au plan de la conjuration
philosophique.

Par l'abolition de toutes les
cures et bénéfices, et conséquemment
par la destitution et spoliation
de tous les anciens cures et
bénéficiaires, le gouvernement
est dans le cas de pouvoir, avec
une apparence de droit et de justice,
se débarrasser de tous ceux qui les
gèrent dans ses opérations:
par là encore, il a tout sujet de
se flatter de pouvoir engager, et
même obliger tous ceux qui
voudront se tirer de la misère
ou la capacité philosophique
et républicaine les a réduits, à

2

obtenir un emploi, après la nouvelle
circonscription des paroisses, de
se conformer aux nouveaux
règlements touchant la police
du culte qu'il lui salaira de statuer
contre les droits imprescriptibles
de l'Eglise catholique, et malgré
l'opposition de son chef. C'est
ainsi qu'au moyen du Concordat
organisé, les ministres de tous
les cultes comme dit l'orateur
Simon, sont soumis particuliè-
rement à l'influence du gouvernement
qui les choisit, ou les approuve,
auquel ils se lient par les promesses
les plus solennelles, et qui les tiens
dans sa dépendance par leurs salaires.
Voilà l'asservissement de l'Eglise
bien clairement exprimé.

41
Le Pere commun des fideles,
doit bien être surpris et consterné
de l'abus étrange que le gouverne-
ment fait des concessions qu'il
n'a accordées que dans la vue
de rétablir la paix, l'union, la
concorde et la religion catholique
dans le vaste royaume de France,
nous confiant, comme il le
dit lui-même dans la bulle de
ratification du concordat,
dans la miséricorde du Seigneur
... espérant de sa bonté,
qu'il dignera secondes d'une
manière favorable les efforts
de notre zèle pour la perfection
de cet heureux ouvrage. Il a
été que les démarches des premiers
agents de la République étoient
sincères; S'il est trompé dans son

espérance; on doit l'attribuer à la
mauvaise foi de ceux à la requête
et sollicitation desquels il a fait
des concessions aussi extraordinaires.

Mais, dira-t-on, c'est témérairement
et sans fondement qu'on suppose
et dit que le Pape n'est pas content
de tout ce qui se fait et se pratique
en France. La bonne harmonie
qui regne entre son légat, et même
entre lui, et le gouvernement
républicain, comme il conste
par la nomination de quatre
cardinaux français, prouve le
contraire.

C'est un fait certain que personne
ne révoque en doute que le gouverne-
ment français et même un très
grand nombre d'évêques, si point
tous, font tous leurs efforts pour

16
mettre les articles organiques en
exécution, et pour les faire adopter
par le clergé inférieur; or il n'est
pas moins certain à tout vrai
catholique, que ces articles ne
contiennent des dispositions
contraires à la doctrine constante
que l'Eglise a reçue de son divin
fondateur. Pie VII. le dit lui-même
clairement dans son Allocution
au consistoire du 24 mai 1802.

„ Nous nous apercevons, dit-il,
„ qu'avec notre concordat, on a
„ publié, à notre insu, des articles
„ dont nous ne pouvons, à l'exemple
„ de nos prédécesseurs, ne pas
„ demander qu'ils reçoivent des
„ modifications et des changements
„ opportuns et nécessaires.....
„ le gouvernement français en établissant

la religion catholique, et en en-
reconnoissant la sainteté et l'utilité,
ne peut ne pas vouloir tout ce
qu'exige la très sainte constitution
et que tout s'accorde exactement
avec cette discipline salutaire,
qui a été fixée par les lois de
l'Eglise. "Donc les articles
organiques, au jugement du Pape,
sont contraires à la constitution
de l'Eglise, et ne peuvent s'allier
avec la discipline fixée par les
lois de l'Eglise; le Pape ne peut
donc pas, sans être en contradiction
avec lui-même, approuver la
conduite du gouvernement et des
Evêques, par rapport aux lois
organiques.

Si, non obstant l'abus que le
gouvernement fait du concordat,

57
le Pape paroit vivre en bonne
intelligence avec lui; s'il ne condamne
pas, par un Décret particulier,
cette doctrine contenue dans les
articles organiques, s'il ne menace
des foudres du Vatican, les partisans
de cette doctrine; si même il se
paroit décorer des premières
dignités de l'Eglise, certains
personnages qui semblent attachés
à cette doctrine, nous devons croire
qu'il a, pour le moment, des raisons
suffisantes pour agir de la sorte.
Il se trouve dans les circonstances
les plus critiques, il se trouve,
pour ainsi dire, entre l'enclume
et le marteau, toutes les puissances
catholiques paroissent l'avoir
abandonné: se voyant trompé,

dans ses espérances, il attend un temps plus favorable pour tâcher de réparer la brèche que les sor-didans philosophes ont faite à la religion catholique, en organisant le concordat à leur mode, et le faisant servir à leur fin.

Le gouvernement françois de son côté, par une astuce raffinée, afin de pouvoir, sans opposition, mettre la dernière main à l'exécution de son plan destructeur, avant la rupture avec le chef de l'Eglise, lui laisse entrevoir quelques motifs d'espérance d'un arrangement compatible avec les principes de la religion catholique; le Pape craignant donc des malheurs plus grands, et espérant des dispositions et des circonstances moins contraires, croit devoir temporiser, avant de

18
parler avec l'autorité que lui donne la place suprême de chef de l'Eglise et de vicaire de Jésus Christ sur la terre. Il ne doit donc pas être surprenant, s'il fait tout ce qu'il peut pour conserver la bonne harmonie avec les chefs de ce gouvernement, tandis qu'il a quelque espérance d'un changement favorable.

La promotion de quatre ou cinq évêques françois au cardinalat, ne prouve certainement pas qu'il approuve, ni les opérations du gouvernement, en matière de religion, ni la conduite particulière de ces évêques, par rapport aux lois organiques et autres objets; car, outre qu'il peut ignorer bien des choses, il arrive quelque fois, et

peut être assez souvent, que le Pape
se trouve presque nécessaire par des
circonstances impérieuses, de dévoter
des premières dignités de l'Eglise,
certains sujets, dont il craint, avec
raison, qu'ils ne la déshonorent
dans la suite. L'exemple de BREVI,
qui a cru devoir céder à de pareilles
circonstances, lorsqu'il a promu
celui de La merie, au cardinalat, en
est une preuve. Voyez, dans la
collection des brefs de ce Pape, son
allocution dans un consistoire
secret, lors de la destitution de ce
cardinal apostat. Peut être aussi
que le Pape, lors de la conclusion
du Concordat, a convenu de nommer
un certain nombre de cardinaux en
France, selon ce qu'il se pratiquoit
du temps de la monarchie. Tout
ce que cette nomination peut prouver,

29
c'est que le St. Pere regarde ces Evêques,
ou Archevêques, comme étant de
la communion, ainsi qu'ils le sont
en effet, du moins quant à
l'extérieur, et le demeureront
jusqu'à ce qu'ils s'en soient
séparés eux-mêmes, ou qu'ils
soient séparés par une sentence
de sa part. Au reste, dans toutes
ces sortes de faits, il faut toujours
avoir devant les yeux les principes
ircontestables, que ce ne sont point
les actions particulières, mais
les décisions doctrinales du chef
de l'Eglise, qui doivent servir
de règle à notre conduite; Or,
quoiqu'en puissent dire les partisans
des nouveautés françoises, il est
certain que le Pape actuel a

formellement réproposé les articles organiques dans son Allocution du 24 mai; ainsi les actions du même ne peuvent infirmer cette décision.

Il ne sera pas inutile de remarquer que, si, pour obtenir ces immenses sacrifices, le gouvernement a paru reconnoître un pouvoir extraordinaire dans le Pape, et qui est même diamétralement opposé aux prétendues libertés de l'Eglise gallicane, il a trouvé moyen, par les articles organiques, d'y mettre des bornes, que le chef de l'Eglise ne franchira pas facilement, sans s'exposer de nouveau aux vexations et spoliations républicaines, afin que dans la suite la philosophie ne fût point, ou peu contrariée dans les opérations anti-religieuses qu'elle médite. Voilà comme la fourberie

50
des Philosophes se joue de la bonne foi et de la sincérité des ministres de l'Eglise.

Déjà depuis quelque temps le gouvernement fait jouer toutes ses batteries pour emporter la forteresse et mettre la dernière main à l'exécution de son plan. il a nommé des évêques, dont il se croit assuré. Portalis conseiller d'Etat et chargé général des affaires concernant le culte, a eu soin de leur donner des instructions secrètes pour travailler de concert. par l'événement, il conste que le gouvernement a bien sujet de s'applaudir de son choix.

Il s'agissoit premièrement de donner une nouvelle forme au clergé inférieur, plus analogue aux vues philosophiques. Pour que les vrais

catholiques se prêtèrent, avec moins
de répugnance, à toutes ces innovations
et pour être d'autant plus assuré de
leur prompt exécution, le
gouvernement jugea nécessaire d'y
faire souscrire tous les ecclésiastiques
du second ordre, et de leur faire
approuver l'esclavage dans lequel
on veut réduire l'Eglise catholique,
ainsi que les évêques ont dû faire
avant d'être installés. Il sait
qu'une fois le clergé perverti, le
reste des fidèles suivra bientôt
comme l'expérience de tous les
temps l'a démontré.

Le gouvernement étoit bien assuré
des prêtres intrus, constitutionnels
absermentés fructidoriens, &c. il les
connoissoit pour des fidèles serviteurs,
qui ne manqueroient pas de concourir

51
à ses vues de toutes leurs forces, et de
se montrer les dignes coopérateurs
des nouveaux évêques; il n'y avoit
que les ministres restés fidèles à
Dieu et à leur conscience, qui
l'embarassoient d'autant plus,
qu'il avoit expérimenté que la
considération, le respect et la
confiance que la très grande majorité
des catholiques leur avoit constamment
témoignée, et que le mépris et la
confusion qui furent le partage des
premiers, auroient été jusqu'à un
grand obstacle à la réussite de son
plan. Il lui étoit important de
s'acharner d'avilir ces derniers aux
yeux des peuples, et de rendre de
la considération, de récompenser
et protéger tous ceux qui avoient
lâchement abandonné la cause de

Jésus Christ, pour se conformer à des
inventions des hommes et fléchit
le genou devant Baal. Une fois
réintégrés dans l'opinion publique
le gouvernement aura soin de les
placer à la tête des premiers emplois
ecclésiastiques; par ces moyens, ils
pourront insensiblement gagner
assez d'ascendant sur le peuple
pour lui persuader que les réclamations
et oppositions, qui viendront de la
part des prêtres fidèles, ne sont
que des chimères, que de purs
entêtements, telles qu'étoient, selon
eux, les réclamations et oppositions
contre la constitution civile du
clergé, contre le serment du 29
fructidor, et contre la promesse
de fidélité à la constitution de
l'an 6.

52

Mais l'opinion publique est un
être moral, que le gouvernement
ne change pas quand il leur plaît
ce qui augmentoit la difficulté, c'est
que le St Siège exigeoit des intrus,
constitutionnels et assermentés
fructidoriens, une retractation de
leurs erreurs, et une réparation du
scandale, avant de pourroit être
employés, par les évêques. Si le
gouvernement eut permis que ces
retractations, ces réparations du
scandale, se fissent avec la publicité
et les formalités usitées, selon
l'esprit et la pratique de l'Eglise,
cela auroit confirmé le peuple
dans son opinion à leur égard, et
complètement convaincu qu'ils
avoient été dans l'erreur. Pour
obvier à ces inconvénients, le gouvernement

e

ordonna aux nouveaux évêques, qui
pour la plupart sont de la même
catégorie, de n'exiger des intrus, ni
constitutionnels et absermentés
fractidoriens, autre chose que la
déclaration d'adhésion au concordat,
&c. 22 Nous ne devons, dit le conseiller
22 Portalis, en adressant la parole
22 aux évêques, ni ne pouvoir exiger
22 aucune retractation.... La seule
22 chose à exiger, est la déclaration
22 qu'ils adhèrent au concordat, &c.⁶⁶

Il faut observer en même temps
que par tout, ou du moins presque
par tout, les nouveaux évêques
on exigé la même déclaration des
prêtres, qui ne s'éloient souillés
d'aucun serment, ni promesse: les
voilà donc tous remis de niveau;
voilà l'annalgamé des ténébres avec

55
la lumière; que si, outre cela, on confère
la plus grande partie des principaux
emplois ecclésiastiques aux intrus,
constitutionnels &c., le commun
des fidèles, peu en état de juger par
lui-même de ces sortes de questions,
doit naturellement croire que la
cause de l'un n'est pas meilleur
que la cause de l'autre. voilà
effectivement à quoi le gouvernement
bute. c'est ainsi qu'on travaille
à duper les peuples en matière
de religion, et à les mener
insensiblement dans l'erreur.

C'est d'autant mieux encore
s'assurer de tous les ministres qui
sont employés après la nouvelle
organisation du culte, et pour les
rendre approbateurs et flatteurs
de la Suprématie usurpée sur l'Eglise;

Le gouvernement a jugé convenir de leur demander une promesse de soumission aux lois organiques.

Quoique le gouvernement paraisse avouer qu'il n'a pas droit de s'immiscer dans les choses purement spirituelles, il n'y a cependant point de doute qu'il prétend avoir droit de régler, limiter, restreindre, et de mettre des conditions préalables et indispensables à l'exercice de ce pouvoir spirituel, que les ministres de l'Eglise reçoivent de Dieu par l'ordination, et d'exiger d'eux une promesse, ou garantie suffisante touchant l'observation de ces règles et conditions. Depuis le commencement de la révolution, il a toujours regardé ce droit, comme inhérent essentiellement à la qualité de souverain temporel, et comme

54
nécessaire à la tranquillité publique. La constitution civile du clergé, la loi du 19 vendémiaire an 4, sont une preuve évidente de ce que j'avance.

Le gouvernement actuel pense toujours de même sur cet objet. Le citoyen Portalis, dans son discours prononcé au corps législatif le 4 germinal an X, le dit bien clairement.

„ L'autorisation, dit-il, d'un culte,
„ suppose nécessairement l'examen
„ des conditions suivant lesquelles
„ ceux qui le professent se lient à la
„ société, et suivant lesquelles la
„ société promet de les autoriser....
„ La tranquillité publique n'est point
„ assurée, si on néglige de savoir ce
„ que sont les ministres de ce culte,
„ ce qui les distingue des ministres des
„ autres cultes, si on ignore sous quelle
„ discipline ils entendent vivre et...

auxquels réglemens ils promettent d'observer, il est clair comme de jour, que, par discipline, par ces réglemens, ils entendent les articles organiques, qui sont la nouvelle discipline et les nouveaux réglemens auxquels ils prétend avoir droit d'assujettir les ministres du culte catholique, puisque ce discours fut prononcé à l'effet de faire admettre ces articles, comme loi d'état par le corps législatif.

Le gouvernement regarde aussi la promesse, qu'il prétend avoir droit d'exiger des ministres du culte indistinctement, comme le moyen le plus propre pour mettre les articles organiques en vigueur, comme la garantie la plus assurée de l'observation de ces lois: en effet, par cette promesse,

55
outre l'obligation en conscience, qui en résulte naturellement, il obtient une espèce d'approbation et de reconnaissance de la légitimité et de la justice de la loi, et en même temps, de la compétence de son autorité en cette matière, de la part de ceux pour qui la loi est portée; car personne ne peut en conscience promettre d'observer une loi et de s'y conformer, sinon que, par un jugement réfléchi, il ait auparavant jugé que cette loi est juste, au moins négativement, c'est à dire qu'elle n'est pas contraire à la loi naturelle, ni à la loi positive de Dieu; ainsi en promettant d'observer les lois organiques, on est censé reconnaître et avouer que ces lois ne contiennent aucune disposition contraire à la loi

naturelle, ni divines. De plus, comme
le gouvernement, par ces lois, s'arroge
une vraie suprématie dans l'église,
prétendant que cette suprématie
compète essentiellement à la puissance
temporelle, en promettant d'observer
ces lois, et reconnaissant leur légitimité,
n'est-on pas censé reconnaître
et approuver cette suprématie? Si
cela est, n'est-on pas approbateur
et fauteur d'une erreur clairement
et formellement condamnée dans
l'écriture sainte et par les conciles?

D'après ces dispositions et
présentations manifestes du gouverne-
ment, l'on devoit naturellement
s'attendre qu'il exigeroit, par une
loi expresse, sous des peines très
grandes, par exemple, la déportation,
une promesse explicite d'adhésion

56
ou de soumission aux articles organiques,
ainsi qu'il avoit été ordonné pour
la constitution civile du clergé
l'an 1793. Mais l'expérience
des années précédentes lui avoit
démontré, comme le dit encore
Bortalis, que 1° la violence et les
2° nouveaux plans de police ecclési-
3° astique que la violence appuyoit,
4° ne produisoient que des schismes
5° scandaleux qui défigurèrent la
6° religion, troublèrent la France.
7° ... En cet état, continue-t-il, que
8° devoit-on faire? étoit-il d'une
9° politique sage et humaine de
10° continuer la persécution commencée
11° contre ceux qui résistoient aux
12° innovations? la force ne peut
13° rien sur les âmes. la conscience
14° est notre sens moral le plus rebelle

les actes de violence ne peuvent rien
opérer en matière de religion, que
comme moyen de destruction. Or, il étoit aisé à prévoir que la
demande explicite d'adhésion, ou
de soumission aux lois organiques,
rencontreroit des difficultés
insurmontables dans certains
diocèses de la République, et sur
tout dans la Belgique.

Tout le monde connoissoit que le
clergé de ces provinces étoit généralement
bien éloigné de soutenir le sentiment
des prétendues libertés de l'Eglise
gallienne, qui ne contribuèrent que
trop à amener l'esclavage sous
lequel les soi-disans philosophes
veulent réduire l'Eglise de Jésus
Christ, et dont, déjà depuis long
temps, on ne voyoit pas peu de

57
vestiges en France. On connoissoit
de même la parfaite soumission
et la respectueuse obéissance du
clergé pour tout ce qui émanoit du
Père commun des fidèles. Les termes
d'adignieux de systèmes ultra-
montains, de prétentions, de
exactions, &c. de la cour de Rome,
lui étoient presque inconnus. Personne ne pouvoit douter de
son attachement à l'ancienne
doctrine et discipline de l'Eglise,
et de son aversion pour les
nouvelautés; il en avoit donné
récemment des preuves non
équivoques; en un mot, on
connoissoit généralement qu'il
n'étoit pas encore à la hauteur des
principes philosophiques.

Le gouvernement convaincu par
l'inefficacité des persécutions
ouvertes, et des moyens de violence
pour venir à son but, sent-il que?
S'il ne vouloit compromettre son
autorité, en introduisant son
nouveau plan de religion, il devroit
user de précaution et de ménagement.
Sans faire une loi expresse, qui
ordonnât à tous les ecclésiastiques
de faire la déclaration d'adhésion,
ou de soumission aux articles
organiques, le corps législatif
laisse aux chefs du gouvernement,
et à leurs agents subalternes, le
soin et la tâche d'obtenir du
clergé par des voies plus ou moins
cachées et tortueuses, selon que les
circonstances l'exigeroient, une

58
déclaration d'adhésion, ou de
soumission, au moins implicite,
à ces lois.

Pour qu'on s'aperçût moins du
piège, et qu'il fût plus difficile
aux défenseurs de la religion
catholique d'avertir à temps les
ecclésiastiques des embûches qu'on
leur tend, on se servit de différents
moyens pour différents diocèses.
Il est même très apparent qu'il
y a à Paris un club jacobiniste-
philosophique, présidé par Portalis
ou peut-être par le fameux abbé
Syeies, composé d'hommes les plus
fins, les plus rusés et les plus
fourbes, où se concertent les opérations
de chaque diocèse, sur tout de ceux,
où l'on prévoit et craint le plus

d'opposition.

D'après les rapports que l'on reçoit de divers endroits, il paroît qu'en l'ancienne France la soumission aux articles organiques a souffert peu ou point de difficulté; il paroît même que le gouvernement ne jugea pas nécessaire d'user de finesse, pour faire adopter ces lois par le clergé inférieur de ce royaume. Il s'avoit qu'une grande partie de ce clergé s'étoit, dès le principe de cette révolution, montrée favorable à la réforme projetée par les prétendus philosophes: adieu généralement la classe des curés et vicaires qui, dans la plupart des provinces, étoit très pauvrement dotée; étoit très mécontente d'une

clergé, qui étoit dans l'abondance. Les soi-disant amis de l'humanité leur auroient adroitement fait espérer que la réforme pourroit à leurs besoins. L'expérience leur démontra qu'ils avoient fort mal mis leur confiance. Un grand nombre, animé par l'exemple de leurs évêques, préféra le bannissement, plutôt que de faire le serment de fidélité à la constitution civile. Prévenus dans le sein de leurs familles, après un exil de 4 à 6 ans, il falloit encore opter entre le peril de se voir une seconde fois déportés, et la soumission aux lois organiques. La tentation étoit grande, surtout n'ayant plus d'évêques pour leur donner l'exemple. D'ailleurs on

eut soin de leur persuader que les articles
organiques n'étoient que le
développement qu'une suite
nécessaire des libertés de l'Eglise
gallicane, et ces libertés tenant à
un grand nombre, presque autant
à cœur que les dogmes de l'Eglise
catholique, il ne fut pas difficile
à leur évêques organisés de les
conduire aveuglément dans les
précipices.

Il n'en étoit pas de même de la
Belgique, naturellement plus constant
et ennemi de toute nouveauté, et
sur-tout en matière religieuse,
et depuis long-temps aux épreuves,
le clergé de ce pays, de même que
le reste des habitants, avoit conçu
une grande défiance pour tout ce qui

60
venoit de la France, le gouvernement
crut donc qu'il étoit très important
d'employer à son égard toutes les
ruses et artifices, que sa malice
et sa mauvaise foi sont capables
d'inventer, pour lui faire adopter
et souscrire, sans qu'il s'en apperçût,
à des lois qu'il avoit en horreur,
le premier essai se fit dans le diocèse
de Namur: on commença par sonder
ce que pensoient les membres de
l'ancien vicariat. Voyant qu'il
n'y avoit aucun espoir d'obtenir
une déclaration d'adhésion, ou de
soumission formelle aux articles
organiques, on eut d'abord recours
aux voies contournées, à des formules
ambigües, capiteuses, ou menaçantes,
à la fourberie, &c. L'évêque travailla
de concert avec le préfet, chacun à

de son mieux, employant tour à
tour la douceur, les promesses, la
terreur et les menaces: enfin, par
le secours de ces moyens, indignes
de tout homme, qui n'a pas fait
barqueroutes à sa réputation,
ils parvinrent à en séduire, ou
à en tromper un très grand nombre.

Non obstant que la défection fût
quasi générale, cela ne les satisfaisoit
pas encore entièrement: ils voyoient
que l'opinion commune restoit
toujours la même par rapport
aux lois organiques; la plupart
de ceux qui avoient fait leur
déclaration à la préfecture,
prétendoient ne s'être pas soumis
à ces lois, et continuoient à en
témoigner de l'aversion; plusieurs
étoient fort inquiets sur ce qu'ils

61
avoient fait; quelques uns s'étoient
rétractés aussitôt après leur chute
et n'avoient point voulu se servir
de l'autorisation donnée par
l'évêque; un grand nombre
deliberoit sur ce qu'il devoit
faire. D'ailleurs si le nombre
des non déclarans étoit peu,
respectivement aux autres, ils
n'étoient point les moins
respectés, ni respectables. Une
grande partie des vrais fidèles
qui avoient eu les yeux attentifs
sur les motifs qui avoient
déterminés, et sur la marche
qu'avoient suivie les déclarans
pour se décider à se conformer à
l'arrêté du préfet et à l'ordonnance
de l'évêque, en coreurent de la

défiance et eurent une grande
répugnance de se servir de leur
ministère; plusieurs même des
déclarans ne pouvoient s'empêcher
de montrer l'embarras de leur
conscience. Enfin, par le secours
de quelques instructions de
l'ancien vicaire général de ce
diocèse, la lumière se fit jour
à travers les ténèbres, les
sophismes, par lesquels on s'étoit
laissé éblouir, furent développés,
et la fourberie et la mauvaise
foi mises au plein jour.

Huit ecclésiastiques la plupart
cures, pleinement convaincus de
l'illicéité de leur démarche, du
scandale qu'elle avoit causé, et
qu'elle continuoît à causer, voulurent

62
par un zèle héroïque, donner à
l'Europe entière, une preuve
complète de leur repentir, et
de leur attachement aux bons
principes et à la doctrine
constante de l'Eglise catholique.
non obstant la faute dans laquelle
ils avoient eu le malheur de tomber
par surprise, ils protestèrent
hautement qu'ils avoient été
trahis par la déclaration de
l'évêque. ils firent une rétractation
publique capable de réparer le
scandale qu'ils avoient donné,
la communiquèrent au préfet
et à l'évêque, avec toutes les
formalités requises, pour être
authentique et légale.

Cet acte de courage et de fermeté.

apostolique déconcerta le préfet et
l'évêque, de joura leurs opérations
artificieuses. Le préfet craignant
avec raison, que cet exemple n'en
entraînât d'autres, condamna ces
huit rétractans à la déportation,
et en écrivit de suite au ministre
de la justice et de la police générale,
qui renchérit encore en rigueur à
leur égard. Cet arrêté du préfet
mit au grand jour les vices et les
intentions du gouvernement; il
y étoit dit, en termes clairs, dans
un des considérans, que les articles
organiques avoient été présentés
aux ecclésiastiques de ce département,
comme objet de leur soumission
et obéissance. D'un autre côté
l'évêque fut obligé, par le
gouvernement, de rétracter l'ar-

65
Déclaration qu'il avoit donnée
le 4 thermidor, aux curés de
Namur, par laquelle il certifioit
ne demander autre chose des
ecclésiastiques de son diocèse,
qu'une déclaration d'adhésion
au concordat, &c, sans aucun
rapport à l'arrêté du préfet, du
24 messidor, c'est à dire, sans
rapport aux articles organiques.
Il fut en outre obligé de faire
profession ouverte de soumission
aux dites lois, et d'exiger de tous
les prêtres la même profession;
ce qu'il fit par la circulaire
du 22 brumaire an XI, monument
éternel de sa mauvaise foi, de sa
honte, et de sa confusion.

Cet arrêté du préfet, et cette
circulaire de l'évêque acheveront

de convaincre un grand nombre de
ceux qui avoient résisté aux
lumineuses instructions et
démonstrations de l'ancien
vicaire général, que ce qu'on leur
avoit demandé par l'arrêté
du 24 messidor, et par conséquent
ce qu'ils avoient réellement signé
à la préfecture, étoit la déclaration
de soumission aux articles organiques.
La chose étoit devenue trop
évidente, elle sautoit aux yeux de
tout le monde: il falloit donc faire
profession ouverte d'adhésion aux
dites lois, ou cesser ses fonctions.
Le terme de quinze jours, fixé par
la circulaire de l'évêque, pour
faire la déclaration, formelle
et explicite d'adhésion à ces lois,
étant expiré, presque tous les déclarans

64
qui n'avoient fait leur déclaration,
que postérieurement à la déclaration
de l'évêque, du 6 thermidor, et
cesserent leurs fonctions.

L'évêque ne s'attendoit pas à une
pareille issue; il se flattoit que
ceux qui s'étoient laissés séduire
par ses mensonges précédens auroient
aussi la faiblesse de suivre son
exemple en faisant la déclaration
formelle et explicite d'adhésion
aux lois organiques. Se voyant
trompé dans ses espérances, et
prévoyant les conséquences que
cette cessation presque générale
des fonctions ecclésiastiques alloit
avoir, il tâcha de parer ce coup
par une conduite bigarre, et toute
contradictoire à celle qu'il avoit
tenue dans son ordonnance du 6

27 juillet 1802, par laquelle il
déclarait que tous ceux qui n'auraient
pas fait, au temps prescrit, la
déclaration exigée, étoient par là
seul fait, interdits de toutes
fonctions. Dans celle du 29
frimaire an XI, il déclare interdits,
tous les ecclésiastiques qui, n'ayant
pas renouvelé leur adhésion,
ont publiquement abandonné leurs
fonctions, &c., ou qui dans la suite
auront la témérité de les abandonner
sans la permission par écrit.
Pour mettre encore une plus
grande confusion par tout, le
préfet, de son côté fit retirer
les clefs de l'église à plusieurs
cures, pour avoir renouvelé leur
déclaration d'adhésion &c. conformément

65
à la circulaire de l'évêque, du 22
brumaire. On voit dans tout ceci
une conduite de la part et de l'évêque
et du préfet, bien conforme au
principe de Machiavel, "diu de
"et imperia." Entre temps, un
pere Piccollet, on ne sait par quelle
commission, !: il parait même
qu'on en fait un mystère qui ne
donne pas peu à soupçonner. !
partit pour Paris, pour faire
connoître ce qui se passait dans
son diocèse; à son retour, et même
un peu auparavant, tout Namur
résonnait de bonnes nouvelles, on
annonçait comme certain que les
articles organiques étoient abolis,
&c. &c. Sur le bruit de ces prétendues
bonnes nouvelles, quelques ecclésiastiques

trop confians et peu réfléchissans
sur les suites, se présenterent chez
l'Evêque pour faire lever l'interdit.
Tout le monde croit victoire.
Presque tous les Déclarans, qui
avoient cessé leurs fonctions, les
reprirent, prétendant qu'il ne
s'agissoit plus des lois organiques,
et que leur précédente déclaration
à la préfecture, devoit être et étoit
regardée par le gouvernement, comme
non avenue. A la fin, toutes ces
prétendues bonnes nouvelles se
réduisirent à ce que contient la
lettre de l'Evêque d'Orléans à
l'Evêque de Namur, en date du 20
decembre 1802, qui dit: 99 Etr.
Orléans, à écrit en ma présence
99 à votre préfet, pour lui prescrire

66
de n'exiger autre chose de vos prêtres,
99 que l'adhésion au concordat, et
99 de regarder pour bonne et valable,
99 toute adhésion de ce genre faite
99 jusqu'à ce jour, si elle n'a pas été
99 suivie d'une protestation contre
99 les lois organiques, si il y a eu une
99 protestation de ce genre, il faut
99 que les prêtres la retirent. 66

Par tout ce qui s'est passé depuis
la rétractation publique de ces
 huit ecclésiastiques, jusqu'à
l'arrivée de la lettre de l'Evêque
d'Orléans, il est évident que le
préfet et l'Evêque de Namur
n'ont cherché qu'à prévenir et
arrêter les funestes conséquences
qui alloient suivre, selon leur
système, par rapport à la soumission
aux articles organiques. Ils savient

que le reste de la Belgique avoit les
yeux attachés sur ce qui se passoit
dans le diocèse de Namur; ils
prévirent que, si on n'y mettoit
obstacle, un grand nombre de
déclarans alloit suivre l'exemple
des huit rétractans. C'étoit, selon
eux, un mal presque sans remède,
ou du moins il ne leur restoit que
la violence et la persécution ouverte;
ce prétendu mal pouvoit s'étendre
bien loin, peut être, dans une partie
de la France. L'évêque prévint
ces rétractations, par la fameuse
circulaire du 22 brumaire par ce
qui est dit dans cette circulaire, et
par la cessation de leurs fonctions
pendant quelques jours, tous les
déclarans, postérieurement à la
déclaration de l'évêque, du 6 thermidor,

67
curent qu'ils étoient exempts de se
rétracter; ils se crurent assimilés
à ceux qui n'avoient fait aucune
déclaration.

Mais l'évêque d'Orléans est venu
ensuite notifier que le conseil
d'état Portalis regarde toute
adhésion au Concordat faite jusqu'à
ce jour, si elle n'a pas été suivie
d'une protestation contre les lois
organiques, pour bonne et valable;
or, comme nous avons dit, toute
déclaration pure et simple d'adhésion
au concordat importe en même temps
dans le sens du gouvernement,
suffisamment manifesté, adhésion
aux lois organiques, et c'est pour
cela qu'il a jugé valable, et qu'il a
soin d'ajouter, si elle n'a pas
été suivie d'une protestation contre
les lois organiques. 16 le gouvernement

regarde donc tous ceux qui ont fait cette
déclaration pure et simple, comme
ayant satisfait à son grand but,
qui est la soumission aux lois organiques,
et par là comme étant en règle. Il
ne doit donc pas paraître surprenant
qu'il leur laisse continuer librement
leurs fonctions, sans aucune molestatio
formelle et expresse d'adhésion,
&c, ainsi que l'Evêque avoit
annoncé que le gouvernement
l'exigeoit. Le gouvernement a
laissé faire à l'Evêque, une épreuve
touchant ce point, et voyant qu'il
n'y a rien, ou peu de chose à espérer,
il se contente d'une adhésion
implicite, ainsi qu'il se déclare
par son agent général pour les
affaires ecclésiastiques.

68

Par ces ruses et artifices, le gouvernement
est parvenu à empêcher qu'il ne fût
d'ulterieures retractations, et à
mettre de nouveau la confusion
dans toutes les têtes, en un mot, il
est parvenu à changer la lumière,
qui commençoit à paraître, en de
nouvelles ténèbres, au moyen
desquelles l'erreur se soutient et
se propage. Le Seigneur dans sa
miséricorde, avoit accordé aux
déclarans une occasion très favorable
et un moyen très facile de réparer
leur faute s'ils avoient eu la
constance de persévérer dans la
cessation de leurs fonctions, jusqu'à
ce que le gouvernement eût
positivement déclaré qu'il ne
s'agissoit plus que d'une déclaration

puisque'il ne tolère aucunement que
ceux-ci exercent leurs fonctions,
ils sont donc regardés, par le
gouvernement, pour avoir fait ce
que, dans ce moment, il exige des
non déclarans, pour pouvoir être
autorisés d'exercer le saint ministère.
Or, le gouvernement exige présent-
lement une déclaration pure et
simple d'adhésion au Concordat.
Or, une telle déclaration, ainsi
que nous l'avons démontré, importe,
dans le sens du gouvernement, une
déclaration, au moins implicite,
d'adhésion aux articles organiques.

Mais, diront-ils, l'évêque, dans
sa circulaire du 22 brumaire, a
positivement déclaré que ceux, dont
l'adhésion est postérieure à sa déclaration

70
du 6 Thermidor, sont censés ne l'avoir
faite que d'après elle, et que le
gouvernement exige qu'ils
renouvellent leur dite adhésion.
Le préfet de même a fait retirer
les clefs de l'église à plusieurs
curés, qui n'avoient pas renouvelé
leur adhésion.

Mais l'évêque d'Orléans n'a-t-il
pas écrit à l'évêque de Namur,
ainsi que nous l'avons rapporté
ci-dessus, que M^r. Portalis avoit
écrit, en sa présence au préfet
de Namur, pour lui prescrire, &c.
Or, je demande, laquelle des deux
déclarations doit prévaloir? N'est
ce pas évidemment celle du citoyen
Portalis, qui est l'organe du gouverne-
ment et son chargé général pour

les affaires ecclésiastiques. Si elle
doit prévaloir la déclaration de
l'évêque, ni celle du préfet ne
signifie plus rien; ainsi la déclaration
que les déclarans ont faite à la
préfecture, n'ayant pas été suivie
d'une protestation contre les lois
organiques, doit être regardée non
pas, comme non avenue, mais comme
bonne et valable, dans le sens du
gouvernement.

Mais répliqueraient-ils, nous avons
suffisamment désapprouvé et retracté
cette déclaration, en refusant de
faire une nouvelle déclaration
formelle et explicite d'adhésion aux
articles organiques, et en cessant
pendant quelques jours, l'exercice de
nos fonctions sacrées.

71
Le refus de faire une nouvelle
déclaration d'adhésion formelle
et explicite aux articles organiques,
peut provenir de différents motifs,
ou d'une aversion sincère et
chrétienne de ces lois, comme
étant destructives de la religion
catholique; ou seulement d'un
respect humain, c'est à dire de
la honte d'approuver et d'adhérer,
en termes clairs et précis, à des
lois qu'ils voient généralement
être en horreur à tout vrai catholique,
et qu'eux-mêmes, du moins pour
la plus grande partie, ont
constamment le moigné et condamné,
prétendant, quoique sans fondement,
que par leur démarche antécédente,
ils n'avaient pris aucun engagement
ni démontré aucune volonté.

des lois; ainsi de ce refus seul, on ne
peut pas conclure qu'ils réprovent
véritablement ces lois en elles-mêmes,
ni qu'ils rétractent leur déclaration
faite à la préfecture; mais seulement
qu'ils ne veulent pas être regardés
par le public, comme adhérens, et
approuvant les articles organiques.

Mais supposons, pour un moment,
que ce refus, cette cessation des
fonctions de leur ministère soit
un signe, une démonstration
d'improbation, ou même une espèce
de rétractation implicite ou
interprétative de ce qu'ils ont fait
et signé à la préfecture; j'édis
que, pour que cette démonstration
d'improbation, cette rétractation
soit efficace et réparative du

72
scandale, tant vis-à-vis du public
que du gouvernement, il ne suffit
pas qu'elle soit passagère et
transitoire, mais qu'elle doit
être persévérante par quelques
signes extérieurs, et vis-à-vis de la
puissance, et vis-à-vis du public,
qu'on a scandalisé: or, elle ne sera
véritablement persévérante, que
pour autant qu'ils se comporteront
comme ceux qui n'ont pas fait
cette déclaration; car s'ils se
prévalent de jouir d'un privilège,
qui n'est accordé qu'à ceux qui
ont fait et persévèrent dans leur
déclaration; ils seront aussi
regardés, et par le public, et par
la puissance, comme persévérant
aussi dans leur déclaration, non-

obstent quelques signes transitoires
qu'ils auroient donnés du contraire
attendu sur tout qu'aujourd'hui
on n'a malheureusement que trop
fréquemment des exemples de
cette mutabilité et veratilité
des hommes dans les affaires de
religion, et attendu que le gouvernement
par l'organe de son chargé général
des affaires ecclésiastiques, a déclaré
que toute adhésion au Concordat,
faite jusqu'à ce jour, si elle n'a pas
été suivie d'une protestation contre
les articles organiques, étoit bonne
et valable, et que cette déclaration
a été communiquée officiellement
par l'Evêque. Ces raisons me
paroissent décisives pour tous, et
particulièrement encore, pour ceux
qui n'ont pas renvoyé à l'Evêque,

75
l'autorisation qu'ils en auroient reçue,
ensuite de leur déclaration à la
préfecture.

Mettons la chose dans un exemple
passable: Supposons qu'un assermenté
fructidorien se fût autrefois retracté
selon la forme alors prescrite par les
supérieurs ecclésiastiques, qu'il eût
même fait connoître sa retractation
par lui-même et par ceux qui y
auroient été témoins, et qu'il eût
cessé ses fonctions pendant quelques
semaines; si après cela, il les eût
reprises publiquement, comme les
assermentés persévérans dans leur
serment, n'auroient ils pas été censés
être retournés à son serment, et plus
spécialement encore, si son nom
étoit resté affiché à l'église, comme
ayant fait le serment, ainsi qu'il étoit
alors ordonné.

Il y a donc une différence essentielle
entre une rétractation, ou protestation
faite par devant la puissance civile,
avec les formalités requises pour la
validité de cet acte, et entre une
protestation ou rétractation implicite
ou interprétative, ou même réelle et
directe, mais faite sans ces formalités.
Dans ce cas, comme cette acte n'a
aucune authenticité il paroît qu'il
faut qu'il y ait un signe extérieur
permanent, démonstratif de sa
persévérance, tant vis-à-vis du
public, que du gouvernement, pour
suppléer aux formalités qui ont
manqué, et par conséquent, qu'il est
nécessaire, que ceux qui ont rétracté
de cette manière, se comportent,
comme ceux qui n'ont fait aucune
déclaration.

76
Mais, repliqueront ils encore,
le légat dans la résolution du 22
février 1803, dit: 99 Quisquis pure
99 et simplicitet adheret Concordato
99 quod apostolica sedes ratum habuit,
99 ea vult que ipsam et apostolica
99 sedes voluit, et consequenter
99 quisque non solum licite potest,
99 sed tenetur etiam adherere Concordato,
99 et qui illi adhererint, quiescere
99 debent. Sic agentes recte sapiunt, &c.
Ainsi nous pouvons nous tranquilliser
en conscience sur tout ce que nous
avons fait, puisque nous n'avons
fait que ce que le légat rapporte
et approuve.

Cette résolution du cardinal légat
est exactement de la même teneur,
que celle qu'il donna le 27 août
1802, par sa lettre à Mgr l'évêque
de Nîmes, où il dit, que les ecclésiastiques

de ce diocèse sont d'autant moins
recevables à alléguer des prétextes
pour se dispenser de faire cette
déclaration, que le gouvernement
exige d'eux, qu'il ne s'agit que
d'admettre une convention
sanctionnée par le souverain pontife,
&c. et dans celle du 4 août 1802.
Il ajoute: c'est même un devoir.
Cependant, par la suite, il a consté
bien évidemment qu'il s'agissoit
de toute autre chose que d'admettre
une convention sanctionnée par le
pape; il a consté par aveu public
du préfet et de l'évêque, qu'il
s'agissoit particulièrement d'admettre
les articles organiques; d'ailleurs
cela étoit clairement exprimé dans
l'arrêt du préfet, du 24 mars 1802,
qui lui fut envoyé avec des réflexions
propres à lui ouvrir les yeux.

75
non-obstant cela il persista de
répondre d'une manière ambiguë
et captieuse, propre à faire croire
à tous ceux qui ne se défierent pas
assez, qu'on pouvoit en sûreté de
conscience, faire tout ce que l'arrêt
du préfet exigeoit. C'est ainsi
qu'aujourd'hui encore, il ne voit pas
ou affecte de ne pas voir ce qui est
clair comme le jour, savoir: que
la demande du gouvernement d'une
déclaration pure et simple d'adhésion
au concordat, &c. importe non
seulement l'approbation de tout
ce que le St Père a voulu, mais en
même temps, des lois organiques.
Il y a concordat sanctionné par
le Pape, et concordat sanctionné
par le gouvernement français;
celui-ci comprend les articles.

organiques, et c'est l'adhésion à celui
ci, que le gouvernement demande.
S'il nous a consté que le Cardinal
Légal s'étoit trompé bien grossièrement
dans sa première résolution, en voilà
plus qu'il n'en faut pour nous
obliger à nous défier grandement
de celle-ci, d'autant plus qu'elle est
conçue en termes vagues, ambigus
et capotieux comme la première.

Il est bien douloureux et bien
affligeant pour toute personne qui
cherche sincèrement la vérité, de
voir des réponses aussi obscures et
aussi insignifiantes de la part d'un
Légal du St. Siège, et cela dans des
matières, qui ont de si terribles
suites. Quand on réfléchit bien
sur tout, on seroit presque tenté
de croire qu'il répond plutôt en politique

76
qu'en délégué du St. Siège. Lorsqu'il s'agit
de ces matières épineuses, où il est
question de déterminer ce qu'il faut
faire pour rendre à Dieu ce qui est
à Dieu, et à César ce qui est à César,
il ne répond jamais clairement et
directement à la question qu'on lui
propose, il cherche toujours à
l'é luder; à cet effet, il se sert de
termes ambigus et obscurs, il
suppose ce dont il ne s'agit pas, et
ce que personne ne révoque en doute,
&c. &c.

Par ce petit détail de ce qui s'est
passé dans le diocèse de Namur, il est
aisé de voir quel est le but, et combien
est grande la mauvaise foi et la
fourberie du gouvernement, de ses
agents, et des Evêques qui n'ont pas
honte de se servir des moyens les plus

h

Gas, pourvu qu'ils conduisent à leur
fin. Si on examine de près ce qui se
passe dans les autres diocèses de la
Belgique, l'on n'y verra que ruses
et artifices, à peu près semblables,
pour subtiliser les ministères de
l'Eglise, et les rendre fauteurs et
approbateurs des articles organiques.

D'après l'expérience qu'on a
eue jusqu'à présent, il est plus
que surprenant que des personnes,
d'ailleurs respectables, et qui font
profession de chercher sincèrement
la vérité, et de soutenir la cause
de Dieu, se laissent encore éblouir
par des mirages, dont on rougirait
en tout autre temps, et jettent par
là le scandale et la désolation dans
l'Eglise. Tant il est vrai de dire
que la crainte, l'intérêt, et j'en passe

77
quel esprit de vertige ont bouleversé
presque toutes les têtes. Aujourd'hui
sur tout, se vérifie plus
que jamais, cette sentence de notre
divin Sauveur: *99 Filii hujus saeculi
99 munditiores sunt filiis lucis in
99 generatione sua. 66* Quand il s'agit des
affaires temporelles, on prend toutes
les précautions possibles pour ne
pas se laisser tromper; et dans
les affaires de religion, on se jette
à corps perdu dans tous les pièges
qui se présentent. *99 il faut vivre 66*
dit on, et on ne pense pas qu'il
99 faut mourir. 66 Pour cacher la
honte de leur defection, plusieurs
partisans de la soumission aux
articles organiques, se
applaudissent par cette tourbe de chrétiens,
qui ne cherchent qu'une religion

purement extérieure, quelle quelle soit
pourvu qu'elle soit adaptée à leurs
cupidités et à leurs passions, et qu'on
continue à l'appeller, catholique,
voudroient faire retomber tout
l'odieux et tous les maux qui
résultent, ou peuvent résulter
de la trop malheureuse et scandaleuse
division du clergé dans cette affaire,
sur ceux qui, au péril de leurs biens,
de leur liberté, &c. &c. refusent de
souscrire à une soumission qui
adserve l'Eglise à la puissance
temporelle: ils n'ont pas honte
d'objecter et de débiter parmi le
peuple, que les jacobins se servent,
ou sont dans le cas de se servir et
de profiter de l'opposition des prêtres
fidèles à Dieu et à leur conscience,
pour cultiver le gouvernement actuel

78
de la France, et infirmer par là, les
fondemens de l'Eglise renaisante,
et que par conséquent, les opposans
sont coupables et responsables
de tous les maux qui peuvent
résulter de ces divisions, qu'il ne
faut pas heurter le gouvernement,
qu'il faut obéir aux évêques, sans
examiner si ce qu'ils commandent
est bon ou mauvais, que ce n'est
pas au clergé inférieur à les juger,
&c. &c. &c.

Ces messieurs accommodans ne
réfléchissent pas sans doute, qu'en
cela ils ne sont pas l'écho des
philosophes du jour, qui couvrant
toutes leurs démarches perfides et
fortuées du manteau de la Religion,
affectant de ne vouloir détruire que
le fanatisme, abolir les superstitions

et réformer les abus, prétendant même
faire passer l'ancienne croyance et
la pratique constante de l'église
catholique, pour des opinions
ultramontaines, pour des empiétements
de la cour de Rome, jettant du ridicule
sur toutes les institutions ecclésiastiques
qui leur déplaisent, ne cherchant
qu'à faire servir la Religion à la
prospérité de l'état concue à leur
mode, sont, à l'égard de l'église
catholique, des ennemis bien plus
dangereux, que les jacobins qui
alloient ouvertement et directement
à leur but, tandis que la conduite
hypocrite et les discours séduisent
un grand nombre de catholiques,
qui ne sont pas assez sur leurs gardes.
Il est vrai que le gouvernement
actuel fait sonner bien haut, qu'il

79
veut rétablir la religion catholique
dans toute la France; mais en même
temps, n'est-il pas visible qu'il
en sappe les fondemens par des lois
sacrilèges, qu'il appelle, organiques
par des lois qui mettent la Religion
entre les mains du pouvoir étatique,
comme l'argile entre les mains
du potier? Faut-il donc, pour
concourir au rétablissement de
la religion catholique, que ses
ministres s'asservissent à son
asservissement à la puissance
civile? N'est ce pas là une
contradiction manifeste? Il ne
faut pas heurter le gouvernement,
j'en conviens; mais pour cela,
faut-il obéir, quand il commande
quelque chose de contraire à la loi

de Dieu? Ne devons-nous pas, à
l'exemple des Apôtres, obéir à
Dieu plutôt qu'aux hommes? Nous
ne devons, ni ne pouvons flatter le
gouvernement; mais nous devons
quelquefois lui résister avec tout
le respect qui lui est dû, et tout
perdre, la vie même, plutôt que
de consentir, ou concourir au mal
qu'il veut nous faire faire ou
approuver. Nous ne donnons pas
les juges des évêques; mais si les
évêques commandent des choses
opposées à la loi de Dieu, ou
condamnées par le chef de l'Eglise,
c'est la loi de Dieu et le chef de
l'Eglise qui les juge et les condamne.
Nous ne faisons que comparer la
doctrinie qu'ils professent avec celle
que l'Eglise a toujours enseignée,

80
le peuple d'Angleterre, du temps
du schisme d'Henri VIII. perdit
la foi pour avoir suivi aveuglément
la doctrine de ses évêques devenus
adulateurs de la puissance temporelle.

Un observateur judicieux pourra
peut être appercevoir que, dans
toute cette marche que nous avons
rapportée concernant la déclaration
d'adhésion, &c. les prétendus
philosophes dominateurs, outre
l'approbation de leur nouvelle
religion apparemment catholique,
cherchent à mettre la conduite
présente du clergé de France, et
plus particulièrement encore
celle du clergé Belge, en
opposition avec celle que l'un
et l'autre ont respectivement
tenue, lors de la constitution civile

du clergé de l'an 1795, et lors des
innovations de Joseph II. pour
pouvoir conclure de-là que la
religion catholique ne se dirige
que par l'intérêt et le caprice
des prêtres, ainsi que le Directoire
a tenté de faire à l'égard de
l'immortel Pie VI, en voulant
l'obliger, par les menaces les
plus terribles, de révoquer la
condamnation qu'il avoit faite
de la constitution civile du clergé.

Une grande partie des ecclésiastiques
de France déclara publiquement,
que la conscience ne leur permettoit
pas de souscrire à la constitution
civile qu'on leur présentait; ils
souffrirent l'exil plutôt que d'y
consentir; le clergé belge a protesté
la même chose, lorsque l'empereur

Joseph II. voulut faire l'essai de
ce nouveau plan de réformer les
philosophes, les agents du
gouvernement crièrent au fanatisme,
prétendant que ce n'étoit que la
cabale et l'intérêt, qui avoient
occasionné cette opposition à
une réforme nécessaire. —
Aujourd'hui les demandes et
les prétentions républicaines,
par rapport à la Religion,
ne sont pas moindres, ni moins
manifestes; leurs principes ne
sont pas moins mauvais; tout
le monde qui a encore les yeux
sains, voit clairement que leur
prétendue réforme ne tend qu'à
établir une religion purement
politique, à laquelle ils s'attachent

encore le nom de "catholique" pour
arnuser et duper le peuple: Les
articles organiques ne valent guere
mieux que la constitution civile
du clergé, ou la réforme que
Joseph II. vouloit introduire.

Si présentement les ecclésiastiques
présentent les mains à l'exécution
de ces articles, et se rendent
approbateurs de la doctrine y contenue,
de quelque maniere que ce puisse
être, soit en déclarant explicitement
qu'ils adhèrent ou se soumettent
à ces lois; soit implicitement,
en faisant une déclaration quelconque
en vertu de laquelle ils sont censés
y adhérer ou s'y soumettre; soit
en consentant qu'ils soient mis au
nombre desdits déclarans, soit

même en ne contestant pas, quand
ils savent qu'ensuite de quelque
démarche qu'ils ont faite, les
supérieurs les ont fait inscrire,
quelque frauduleusement, au même
registre des déclarans; qu'edita-t-on,
ou que pourra-t-on dire de leur
conduite? Si non ce que l'ancien
gouvernement de la Belgique
disoit, il y a douze à quinze ans,
du clergé de ces provinces, savoir
que la cabale et l'intérêt y
avoient eu beaucoup plus de part
que la religion et la conscience,
ou du moins qu'aujourd'hui,
il n'y a que la crainte ou l'avarice
qui les dirige. En effet,
si c'est la religion et la conscience
qui les a dirigés alors, et qui les

dirigent présentement, leur conduite
présente doit être conforme à leur
conduite antérieure, puisque cette
religion divine ne peut varier
dans ses principes, et que la
réforme qu'on opère aujourd'hui,
est la même que celle qu'on
vouloit opérer alors; peut-être
que d'autres, voyant que les
ecclésiastiques prétendent, dans
les deux cas, se fonder sur la
religion et la conscience, &
inféreront que les principes
de cette religion sont variables
et s'accoutument aux circonstances
des temps, selon le caprice des
prêtres. Il y a effectivement
long temps que les philosophes
sachent de persuader au peuple,

85
que ce sont les prêtres qui font
la religion à leur mode, et
certainement la conduite bizarre
et inconséquente d'un grand
nombre d'ecclésiastiques de
nos jours, sert à accréditer une
erreur aussi monstrueuse, qui
détruit la Religion de fond en
comble. Cette conduite arbitraire
et contradictoire des ministres
de l'Eglise, faisant aujourd'hui
ce qu'ils condamnoient hier, &
engendre naturellement le mépris
de leurs personnes; du mépris
des ministres, le peuple en vient
facilement au mépris de la Religion,
cette conduite est donc une terrible
pierre de scandale pour les fidèles;
après cela, devons nous être surpris,
si la religion diminue tous les jours

d'une manière si visible, et qui donne
bien à craindre que nous n'approchions
de ce moment terrible, dont parle
notre seigneur J. C. dans son
Evangile, en disant: „*Tristis
est hominis veniens, putas, inveniet
fratrem in terra?*”

Car tout ce que nous avons rapporté,
il est visible à tout homme qui
n'a pas encore entièrement fermé
les yeux à la lumière, que le
gouvernement consulaire ne veut
protéger qu'une religion purement
politique, et qu'il ne veut souffrir
d'autres ministres, que ceux qui
auront, d'une manière ou de l'autre,
admis les lois organiques, ou
autrement dit, que ceux qui seront
organisés; ou encore autrement,
que ceux qui porteront la marque

du 16 germinal, qui est le caractère
de la bête. Si pour le moment, il
paroît accorder une certaine
tolérance générale, ce n'est
qu'une tolérance simulée, comme
étoit celle du gouvernement
Directorial, qui, selon les apparences,
dégenérera bientôt en persécution
ouverte des prêtres qui resteront
attachés à la vraie religion
catholique. Nous en avons déjà
de grands indices dans la façon
dont on traite les ministres du
diocèse de Namur, qui n'ont pas
voulu promettre d'observer les
articles organiques: on les emprisonne,
sans aucune forme de justice,
sans procès, sans jugement, tous
moyens de défense leur sont interdits,

on leur refuse ce qu'on accorde aux
plus grands scélérats, s'avoir d'être
jugés selon les lois. On tâche de
colorer tous ces beaux faits par des
prétexes de tranquillité publique,
des mesures de sûreté générale; mais
il n'y a que les aveugles qui s'y
trompent. Le, bout d'oreille
1: leur haine contre la religion
catholique: l'perce de tout côté.
J. J. Proussau, qui connoissoit fort
bien cette secte, avoit prédit, en termes
express, que, si jamais ils devenoient
les plus forts, les philosophes
seroient les plus intolérans des
hommes. Nous voyons par
l'expérience, que malheureusement
il n'a que trop bien prophétisé.
C'est ainsi que ces messieurs, toujours
en contradiction avec eux mêmes,

89
et avec leurs principes, se servent
tantôt d'un moyen, tantôt de
l'autre; ils approuvent aujourd'hui
ce qu'ils blâmoient hier, ils
détruisent d'une main, ce qu'ils
bâtissent de l'autre. Tous moyens
leur sont bons, pourvu qu'ils
conduisent à leur fin.

Voyez peuple chrétien, entre les
mains de qui Dieu vous a livrés
en punition de vos crimes. Faites
donc pénitence, et ne cessez
d'élever les bras vers le ciel
pour obtenir miséricorde, et pour
appaîser la colère du Seigneur,
qui menace de plus en plus de vous
abandonner et de transplanter sa
sainte Religion chez d'autres peuples.
Et vous, malheureux Ministres,

qui, pour des considérations
humaines, trahissent la cause de
Jésus Christ, en consentant, ou
connivant à l'eservissement, et
par là, à la destruction de l'Eglise
catholique, quel compte ne rendrez
vous pas à Dieu de la perte de
tant d'ames que vous aurez
conduits dans le précipice?
Defiez vous ames chrétiennes
de ces Pasteurs mercénaires:
ayez toujours devant les yeux
cette sentence de notre divin Sauveur,
» Que si un aveugle en conduit un
» autre, ils tomberont tous deux
» dans la fosse, et priez souvent et
instamment le bon Dieu, qu'il daigne
vous délivrer des embûches du Démon.
» Ab insidiis Diaboli libera nos Domine.

M. DCCCIII.

Mon Pere.

Pour votre direction, et faire
se faire les Jésuites je vous
envoi la conversation suivantes
que je tiens de Namur. L. J. C.

Summarium conversationis
habita Namurei 15 Julii an. 1602.
Hora 2da pomeridiana inter
Eminent. Cardinalem Legatum et
Dominum Delegationis primum
Theologum et D. Delegationis
Secretarium ex una parte, et
Reverendum Solbeau Religiosum.
Egriacensem. et Patrem Puidsin
Recollectam Guardianum et Patrem
Benedictum Pauliet lectorem.

jubilatum Recoll. ex altera parte
in quâs.

1. Qualitum est ab Eminent.
Legato Copriva: quid censendum
De Declaratione adhaesionis
Concordato, et Communione cum
Episcopo prout postulata est à
Gubernio?

2. Respondit legationis Theologus.
Per Concordatum in dicta Declaratione
intelligit concordatum ipsum inter
Bium Septimum et Gubernium
habitu, et non aliud. Et hanc
Declarationem, annuente Pontifice
à Gubernio postulatam, nulliud
continere, ultra praefatam dicto
Concordato adhaesionem et cum
Episcopo à Pontifice instituto
Communione, et consequenter

posse quolibet, totâ conscientia
hanc Declarationem emittere.

Huc Responsioni Objiciebatur,
oppositam esse sententiam eorum,
qui opinantur, per Concordatum,
Gubernium intelligere, et Concordatum
et Simul cum Articulis Organicis,
Seu ut dicunt Concordatum Legis
deus germinalis, seu concretive
Sumptis Legis comprehendendo
per has voces totam legem de
deus germinalis, prout et
Concordatum et Leges Organicas
comprehendit.

Respondit iterum legationis
Theologus: huc Objectioni, eos
qui sic intelligere volunt, quare
in praefata Declaratione, quod

non existit, addiditque eos, qui
mordicus ita intelligendum
procedunt, vel ignorare quid
velit Gubernum per dictam
Declarationem adhesionis pure
concordato &c. vel eos sibi
Phantasmas fingere ut illud
propugnent, &c.

Huic Responsioni iterum
obiciebatur, Decretum si Arret
Praefecti Namurcensis de die
messidoris an. 402. ubi habebatur
in Proemio.

Voulant assurer autant qu'il est
en son pouvoir la prompte execution
de la loy du 24 Germinal &c.

Quibus verbis videtur innuere
Praefectum dictam legem hic citatam
comprehendere simul articulos.

Organicos, et consequenter adhesionem
concordato simul comprehendere
adhesionem articulis Organicis &c.

Respondit denuo dictus Theologus,
si Praefectus vel alii talia vel
similia apposuerint, a semetipsis
hoc fecisse, non mandasse Gubernio,
et addidit Legatus si cela n'arrivera
plus quandoguidem sit certum
per sape dictam Declarationem
adhesionis Concordato, intelligi
Concordatum transactum et
confirmatum ab utraque
potestate contrahente &c. in quo
certi nulla de articulis Organicis
fit mentio.

Tandem repositum est, Quare ergo.

Gubernium animadvertit contra
Praetractantes, qui opinantur in illa
adhensione concordati inclusos esse
articulos organicos?

Respondetur: Gubernium
animadvertit, quia tales suis
protestationibus: sic aiunt, —
Gubernium intelligit, quod quasi
protestentur contra leges: videntur
rejicere legem Gubernii statuentem
dictos articulos, cum autem velit
Gubernium executionem: non
adhensionem & legum suarum ideo
animadvertit contra tales, rem verbo
velit Gubernium quod omnes
subdantur suis legibus, sed non
intendit, quod iidem interius
adhaereant, consequenter non vel
quod actu publico profiteantur de

89
iisdem adhaerere: et addidit Theologus
Gubernium ideo protestationes seu
retractationes, quia ut patet ex
Epistola Portalis ad Episcopos
hoc unice exposcit Gubernium, ut
fiat Declaratio adhesionis
Concordato et Communionis cum
Episcopo, et quia existimavit has
protestationes praebere ipsi
Gubernio intentionem pravam,
quam nec habet nec habuit, ideo
illas prohibet tanquam sibi injurias.

Hae in summa dixere Legati
et sui Theologi, ita ut per sub
diversis propositionibus observent
in praedicta adhesionem Concordato
&c. nihil aliud intelligere Papam,
et Gubernium, nisi Concordatum
ipsum inter utrumque habitum et

confirmatum.

His addidit Eminenti Capraras,
se multum dolere, quod Dominus
Petrus acriter tuendo suis scriptis
sententiam oppositam causet
scandalosam divisionem in clero et
populo, quantum autem ad eos,
qui nolunt communicare in
spiritualibus cum Declarantibus
nostre Diocesis Narnicensis,
sive assistendo missa eorum, sive
&c. vehementer doluit Eminenti-
ssimus de tanto scandalo, et tales schismatici
favere, qui suis opinionibus à sancta
Sede videntur se separare, non
autem eos, qui adherentes Summo
Pontifici et sanctae Sedi, ejus senten-
tias et decisiones preferunt, suis
opinionibus, non inquirentes eas,
quae relicta sunt et demandata

90
prudential et sapientia Communis
fidelium Patris, hi, aiebat, volentes
plus sapere, quam oportet, sunt
sapientes sobrii. Et expressè
dixit addiditque: „ Il est incroyable
combien la Religion a fait de progrès
en France depuis un an, il faut
patience et agir avec prudence: &c.
Le Premier Consul m'a souvent dit
! quando ab ipso aliquid postulabat
legatus: Patience votre Eminence,
un peu de patience, Rome n'a
pas été bâtie dans un jour.

Quaestum est de acquisitoribus
honorum Ecclesiae &c. an per
concordata S. Pontifex concedat
eis proprietatem veram? an solam
denegationem actionis contra eos
à parte Ecclesiae?

Respondit Eminentissimus
affirmative quoad primam partem,
et negative quoad secundam, et
dixit quod ipsa expressio verborum
ipsius concordati id sufficienter
probat, nisi quis velit ea detorque-
re ad sensum alienum, a sensu proprio
et naturali: Si enim non foret vera
proprietas, non diceret Pontifex
non solum ipsos acquirentes, sed
etiam eorum causam habentes, ut
heredes &c. eadem et simili
proprietas donandos &c.

Tandem super his omnibus
timoris et argoris, rationem afferemus,
ex quoque et quomodo acta sunt in
Anglia, quomodo post revolutionem
et Honorum Ecclesiasticorum
direptionem et alienationem

91
restaurata est Religio Catholica sub
Legatione Cardinalis Bolis tunc
diverso valde modo ergo acquirentes
legit S. Pontifex et usque Legatus
Cardinalis Bolus &c.

Responderunt ad hoc, —
circumstantias in Angliā tunc
temporis fuisse valde diversas a
praesentibus, ut videre est in
historia; in Angliā enim Regina
Maria; quae durante persecutione
semper emendabat fideliter addicta
Religioni Catholicae, tunc
Supremam habens potestatem,
totis viribus juvabat Religionis
instauratorem ac cultus Catholici
antiquum ac publicum exercitum
&c &c. nunc autem non
ergo mirum quod in Angliā non

fuert sanctus Pontifex ad tot tantaque
sacrificia adactus &c.

Nunc conuersionis Relationem
Fideliter esse testatur die qua supra
signatum erat Soltau qui supra,
f. f. Puitsin qui supra, f. f. Benedictus
Paulier qui supra, et qui hujus
copia cum originali concordantiam
testatur hac 22 julii 1803.

Tachet de faire circuler cette
Relation, ad vitandum Schisma,
Je voudrais que vous pourriez avoir
une petite refutation du Sophisme
devoilé fort modeste elle de Monsieur
le Secrétaire de son Eminence des
Malines existes, Elle a pour Titres
preservatif contre la suite du
Sophisme devoilé par un Bénédictin

Diaecese de Tournai:illons chez
Monjot. imprimeur Libraire
Rue de la Clef N. 19 an Onze
1803. Elle se vent pour aindi dite
dans toutes les villes du Pays bas
même à Namur, elle est de
soixante neuf pages, prix douze
sols il miet à la fete. Sobrietatis
non est ut privati homines in
alienas inquirant, et ad extraneas
diuertant, quorum cura sapientia
et prudentia Romani Pontificis
dimittenda est.

Resolution de la legation du

f. Dominique Mons. le sixe août
1803.

Handwritten text in a cursive script, likely a historical document or manuscript. The text is written in a dark ink and is arranged in several lines across the page. The script is somewhat faded and difficult to read, but appears to be a form of early modern English or a related language. The text is written in a cursive script, likely a historical document or manuscript. The text is written in a dark ink and is arranged in several lines across the page. The script is somewhat faded and difficult to read, but appears to be a form of early modern English or a related language.

